opSens

MESURER, OPTIMISER.

RAPPORT ANNUEL 2013

PÉTROLE ET GAZ | MÉDICAL

PROFIL CORPORATIF

Se concentrant principalement sur deux marchés en forte croissance, le pétrole et le gaz et la FFR dans l'instrumentation médicale, Opsens développe, fabrique et installe des systèmes à fibre optique pour mesurer la pression, la température et d'autres paramètres. Ces systèmes sont conçus autour de technologies brevetées efficaces et durables dans des conditions extrêmes.

INSTRUMENTATION MÉDICALE Réserve fractionnelle de flux ou Fractional Flow Reserve (« FFR »)

Les maladies cardiaques affectent des millions de personnes dans le monde. Elles sont souvent causées par un blocage des artères qui limite le flux sanguin et réduit la quantité d'oxygène que le cœur reçoit.

LA MESURE FFR ET SON IMPORTANCE

La mesure FFR est souvent pratiquée par les cardiologues lors d'une intervention coronarienne percutanée (PCI), pour mesurer la pression artérielle avant et après un blocage pour faciliter le choix du traitement.

La FFR est l'une des rares pratiques médicales novatrices qui permettent l'atteinte de meilleurs résultats cliniques et la réalisation d'économies de couts.

LA FFR EST SOUTENUE PAR PLUSIEURS ÉTUDES RÉCENTES

Les études ont prouvé que la sélection d'un traitement basée sur la mesure FFR :

- Réduit de 30 % la mortalité chez les patients ;
- Réduit les couts de procédure puisque moins de stents sont installés ; et
- Fournit une justification de traitement qui appuie les demandes de remboursement des cardiologues.

OPSENS A POUR OBJECTIF DE FAIRE SON ENTRÉE DANS CE MARCHÉ DANS LA DEUXIÈME MOITIÉ DE L'ANNÉE CIVILE 2014.

Une propriété intellectuelle unique dans la FFR et dans la mesure optique ont permis à Opsens et son équipe de développer un produit destiné à répondre aux irritants les plus courants exprimés par les cardiologues sur les instruments disponibles pour mesurer la FFR.

L'OptoWire est un fil guide à base de nitinol conçu sur la base de la technologie de mesure de pression optique d'Opsens qui est insensible aux fluides et qui fournit une mesure précise et fiable de la FFR, même après de multiples connexions.

En 2012, le marché de la FFR a atteint 207 millions $, grâce à une croissance de 43 % pendant les quatre années précédentes.

Les avantages offerts par la FFR alimentent cette croissance.

> « Est-ce-que la FFR va continuer à croître ? Elle en est à ses balbutiements. Nous avons ici une occasion d'affaires de plus de 2 milliards $. Nous ne faisons que commencer. »
> Scott Huennekens, PDG de Volcano, janvier 2013
>
> « Cette technologie [FFR] est sur la bonne voie de devenir un nouveau marché de plusieurs milliards $. »
> Daniel Starks, PDG de St. Jude, janvier 2012

RÉALISATIONS DE L'EXERCICE 2013

- Signature d'un contrat de 5 millions $US pour les droits de distribution et autres droits pour l'OptoWire au Japon, en Corée et à Taiwan.

PERSPECTIVES 2014

- Dépôt pour les autorisations réglementaires au Japon (Shonin), aux États-Unis (510 (k)) et en Europe (marquage CE) ;
- Première étude chez l'homme ;
- Achèvement de la phase vérification et validation ;
- Accords de distribution supplémentaires ;
- Commercialisation - Opsens fera son entrée sur le marché du fil guide FFR dans l'année civile 2014.

PÉTROLE ET GAZ

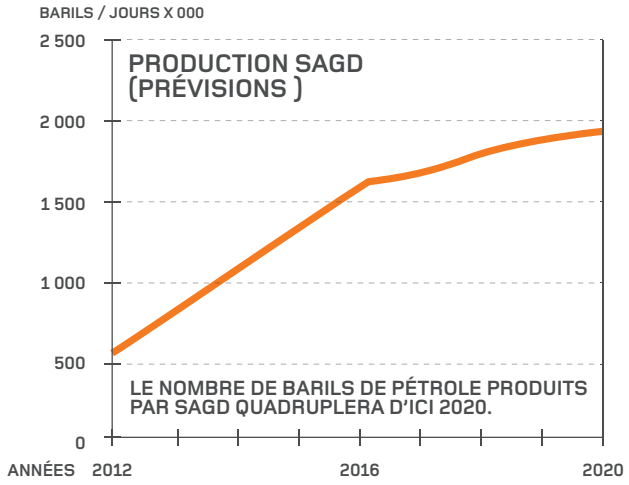
RÉALISATIONS DE L'EXERCICE 2013

En 2013, Opsens a reçu sa plus importante commande à ce jour, d'un nouveau client. De plus, Opsens a reçu un nombre important de commandes pour son système OPP-W.

Le marché de l'Alberta est notre objectif principal, alors que le nombre de barils produit par SAGD devrait presque quadrupler entre 2012 et 2020. Opsens est à l'affût de nouvelles opportunités hors de ses marchés actuels puisque notre technologie peut être adaptée à de nouveaux environnements, ouvrant la porte à de nouvelles sources de revenus.

PERSPECTIVES 2014

- Le capteur OPP-W d'Opsens pour les SAGD a terminé sa phase d'adoption. On peut s'attendre à ce que le nombre d'installations continue de croître.
- Opsens vise à élargir sa base de clients et d'applications pour le capteur OPP-W. Opsens veut également étendre sa gamme de produits pour accentuer son avantage compétitif.
- Le marché de l'instrumentation des puits SAGD sera étroitement lié à leur nombre et à leur production. Ces deux éléments devraient croître fortement dans les années à venir.



SAGD Instrumentation Market Assessment, Ian Murray & Company Ltd., Consultant report, June 26, 2012.

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

C'est avec confiance et enthousiasme que nous avons entamé le nouvel exercice. Dans l'année 2014, nous anticipons récolter les fruits de nos efforts passés. Nous continuons d'exécuter notre plan d'affaires visant la création de valeur pour nos actionnaires, en mettant notamment l'accent sur la vente d'instruments dans les applications reliées à deux marchés en très forte croissance, le pétrole et gaz et le domaine médical en capitalisant sur les avantages compétitifs qu'offrent nos produits.

INSTRUMENTATION MÉDICALE – FFR

Opsens vise le marché de la réserve fractionnelle de flux ou Fractional Flow Reserve («FFR»), qui se dirige, selon les deux joueurs qui le partagent, vers le milliard $US annuellement. Opsens anticipe devenir un joueur clé dans ce marché qui, en 2012, a franchi la barre des 200 millions $US, propulsé par un taux de croissance annuel composé de 43 % pour les quatre années précédentes. La forte croissance de la pratique du FFR est fondée sur des évidences cliniques solides.

Les produits d'Opsens pour la mesure FFR visent à fournir aux cardiologues un fil guide pour mesurer la pression sanguine dont les performances optimisées permettent de naviguer aisément dans le corps humain et mesurer la pression. De plus, ce fil guide à base de nitinol est instrumenté d'un capteur optique à l'épreuve des fluides qui permet à l'utilisateur de se connecter à de multiples reprises tout en conservant la fiabilité de la mesure.

Dans les prochains mois, la Société prévoit soumettre son dossier pour obtenir les autorisations réglementaires qui lui ouvriront les portes de marchés importants notamment les États-Unis, l'Europe, le Japon et le Canada. L'obtention de ces autorisations permettra de commercialiser l'OptoWire dans les plus grands marchés mondiaux.

Sur le plan commercial, Opsens veut continuer à développer son réseau de vente pour faciliter l'acheminement de l'OptoWire vers les utilisateurs finaux. Au cours du dernier exercice, Opsens a signé une entente de 5 millions $US avec un partenaire japonais en vue de desservir le Japon, la Corée et Taiwan.

L'OptoWire a le pouvoir de transformer le visage d'Opsens. La pénétration d'une fraction du marché FFR aura un impact majeur sur ses ventes consolidées. Opsens n'épargne aucun effort pour atteindre ce marché dans les délais les plus brefs pour permettre à la Société et à ses actionnaires d'en bénéficier le plus rapidement possible.

PÉTROLE ET GAZ

Dans le pétrole et gaz, la Société réalise la majeure partie de ses revenus dans le procédé thermal du Steam Assisted Gravity Drainage («SAGD»), largement utilisé en Alberta. La production par SAGD est caractérisée par son environnement particulièrement hostile, où la chaleur intense se combine à la présence d'hydrogène et de fluides corrosifs.

L'hostilité de cet environnement permet à nos produits de se démarquer par rapport aux instruments traditionnels. Le capteur OPP-W mesure la pression et la température à haute température afin de fournir aux producteurs des sables bitumineux de l'information en temps réel fiable sur les puits SAGD. La capacité de contrôler la pression et la température au fond des puits permet aux opérateurs SAGD d'améliorer le ratio vapeur/pétrole et de réduire les couts d'opération.

Les producteurs pétroliers albertains investissent de plus en plus dans la gestion et la surveillance des puits SAGD, conscients de la valeur ajoutée que ces équipements fournissent en termes d'augmentation de la production, de diminution des couts et d'amélioration de la sécurité. Pour des opérations comprenant plusieurs puits, une gestion efficace peut générer des millions de dollars en économies par la réduction des couts de traitement d'eau et l'optimisation de la consommation de gaz naturel pour la production de vapeur et l'amélioration de la durée de vie des systèmes d'élévation artificiels.

Des prévisions anticipent que le nombre de barils produits par SAGD va pratiquement quadrupler entre 2012 et 2020. Opsens est bien positionnée pour profiter de cette croissance, tant du point de vue de sa gamme de produits que de la qualité de son expertise dans l'installation de capteurs.

Je remercie nos clients pour la confiance qu'ils démontrent envers nos produits. Je remercie l'équipe d'Opsens. La qualité de son travail supporte la croissance de nos activités. Je tiens à souligner l'apport de nos administrateurs qui favorise notre développement. Ils déploient leurs connaissances et leur énergie au bénéfice de la Société. Finalement et surtout, je désire remercier les actionnaires pour la confiance qu'ils ont placée dans l'équipe d'Opsens et pour la patience dont ils font preuve. Nous sommes impatients de combler leurs attentes.

(s) Louis Laflamme

Président et chef de la direction

RAPPORT DE GESTION ET REVUE DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 AOUT 2013

Les commentaires suivants visent à fournir une revue et une analyse des résultats d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie d'Opsens inc. pour le quatrième trimestre et l'exercice terminés le 31 aout 2013, en comparaison avec les périodes correspondantes terminées le 31 aout 2012. Dans le présent rapport de gestion («MD&A»), «Opsens», «la Société», «nous», «notre» et «nos» désignent Opsens inc. et sa filiale. Ce rapport doit être lu et interprété en relation avec l'information contenue dans nos états financiers consolidés annuels pour les exercices terminés le 31 aout 2013 et 2012, qui ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS») publiées par le Conseil des normes comptables internationales. Ce document a été préparé le 25 Novembre 2013. Tous les montants sont en dollars canadiens sauf indication contraire.

Ce rapport de gestion contient des énoncés prospectifs à l'égard de la Société. Ces énoncés prospectifs, de par leur nature, exigent de la Société qu'elle fasse certaines hypothèses et comportent nécessairement des risques connus et inconnus et des incertitudes qui pourraient amener les résultats réels à différer sensiblement de ceux exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs ne sont pas des garanties de performance. Ces déclarations prospectives, incluant les perspectives financières, peuvent inclure, mais ne sont pas limitées à, des commentaires liés aux affaires de la Société ou des objectifs financiers, ses stratégies ou actions futures, ses cibles, ses attentes relatives aux conditions financières ou prévisions pour les opérations et les futurs paiements de contingence. Des mots tels que «peut», «fera», «devrait», «pourrait», «s'attend à», «croire», «planifier», «anticiper», «avoir l'intention», «estimer», «continuer» ou leurs négatifs ou toute autre terminologie semblable, ainsi que les termes comparables habituellement utilisées au futur et au conditionnel, visent à identifier les énoncés prospectifs.

L'information contenue dans les déclarations prospectives est fondé sur des hypothèses importantes ayant permis de tirer une conclusion ou d'effectuer la prévision ou la projection, y compris les perceptions de la direction des tendances historiques, des conditions actuelles et des développements futurs prévus, ainsi que d'autres considérations que l'on croit appropriées dans les circonstances. La Société considère ces hypothèses comme raisonnables en fonction de l'information dont elle dispose actuellement, mais nous avisons le lecteur que ces hypothèses relatives à des événements futurs, dont bon nombre sont indépendants de sa volonté, pourraient se révéler incorrectes puisqu'elles sont soumises à des risques et incertitudes qui pourraient affecter la Société et ses affaires. L'information prospective énoncée reflète les attentes de la Société au 25 Novembre 2013 et est sujette à changement après cette date. La Société décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser les énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autre, sauf tel que requis par la loi.

DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

La Société se concentre sur deux principaux marchés en croissance, le pétrole et gaz et la réserve fractionnelle de flux ou *Fractional Flow Reserve («* FFR ») dans l'instrumentation médicale. La Société est également impliquée dans les activités de laboratoires. Opsens développe, fabrique, fournit et installe des systèmes de mesure pour la pression, la température et d'autres paramètres utilisant les technologies à base de fibre optique. Ces systèmes sont conçus autour de technologies brevetées efficaces et durables dans des conditions extrêmes.

Opsens détient six (6) brevets et possède quatre (4) brevets en instance couvrant ses produits et la technologie qu'elle fournit à ses marchés, lui donnant la liberté d'entreprise de fonctionner. Avec ses technologies brevetées et son expertise hautement reconnue, Opsens répond aux besoins des consommateurs dans les marchés médicaux, du pétrole et gaz et des laboratoires. Depuis le 11 Décembre 2007, les activités dans le marché du pétrole et du gaz sont réalisées par sa filiale Opsens Solutions inc. ("Opsens Solutions»).

VISION, STRATÉGIE ET PERSPECTIVES

Le marché mondial des capteurs à fibre optique et conventionnels est une occasion évaluée à plusieurs milliards de dollars. La stratégie de vente et de marketing d'Opsens visent à fournir des solutions pour des marchés de niche choisis, en particulier, des marchés avec des environnements difficiles où les solutions classiques sont soit inexistantes, fonctionnent de façon marginale ou échouent rapidement.

Dans son plan d'affaires, Opsens a identifié des marchés où ses produits peuvent apporter de meilleurs résultats à

leurs utilisateurs. La direction d'Opsens est confiante que les produits qu'elle offre et ceux qu'elle développe pour ces marchés livreront de la valeur à ses actionnaires. En outre, Opsens reste ouverte à des opportunités d'affaires, y compris de nouveaux projets et des acquisitions, afin de renforcer ses activités de base et par conséquent ajouter à la valeur pour les actionnaires.

L'expertise de la Société, son savoir-faire et ses technologies brevetées sont la clé de nouvelles techniques de production qui améliorent la fiabilité des appareils de mesure. De plus, la technique de production d'Opsens appelé MEMS (Micro-Electro-Mechanical-System) favorise la pénétration de marchés traditionnellement occupés par les capteurs conventionnels étant donné le haut volume de production et la réduction des couts de fabrication.

Opsens s'attend à ce que sa perte nette augmente en 2014 par rapport à l'année 2013 en raison des frais pour la vérification et la validation de l'OptoWire pour le FFR.

MESURES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX IFRS - BAIIAO

La Société examine trimestriellement le bénéfice net (perte nette) et le bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et les charges de rémunération à base d'actions («BAIIAO»). BAIIAO n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS. Il est peu probable que cette mesure soit comparable à des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. Le BAIIAO est défini par la Société comme l'addition de la perte nette, des amortissements, des frais financiers (revenus), de la variation de la juste valeur du dérivé incorporé et des charges de rémunération à base d'actions. La Société utilise le BAIIAO pour évaluer sa performance financière historique et future. Cette mesure permet également à la Société de planifier et de faire des projections pour les périodes futures ainsi que de prendre des décisions opérationnelles et stratégiques. La Société estime que fournir cette information aux investisseurs, en plus des mesures conformes aux IFRS, leur permet de voir les résultats de la Société à travers les yeux de la direction et de mieux comprendre sa performance financière passée et future.

Rapprochement du BAIIAO et de la perte nette

(En milliers de dollars canadiens)	**Exercice terminé le 31 aout 2013**	**Exercice terminé le 31 aout 2012**	**Exercice terminé le 31 aout 2011**
	$	**$**	**$**
Perte nette	(2 366)	(1 930)	(2 469)
Frais financiers (revenus)	100	(97)	(89)
Variation de la juste valeur du dérivé incorporé	(17)	-	-
Amortissement des immobilisations corporelles	287	230	182
Amortissement des actifs incorporels	31	35	26
BAIIA	(1 965)	(1 762)	(2 350)
Rémunérations à base d'actions	126	137	162
BAIIAO	(1 839)	(1 625)	(2 188)

La variation négative du BAIIAO pour l'exercice 2013 comparativement à l'exercice précédent s'explique principalement par l'augmentation de la perte nette.

PRODUITS ET INNOVATION

La Société travaille constamment à améliorer sa position en propriété intellectuelle ainsi que son offre au client. Au cours de l'exercice terminé le 31 aout 2013, la Société a mis l'accent sur l'amélioration continue de sa technologie pour les marchés à très fort potentiel de l'instrumentation médicale et du pétrole et gaz.

En ce qui concerne le domaine du pétrole et gaz, au cours de la prochaine année, Opsens continuera de développer sa gamme de produits existants tout en améliorant sa capacité à répondre aux besoins des clients pour de multiples

spécifications dans la mesure de la pression et de la température, de même qu'elle travaillera sur de nouveaux produits et de nouvelles applications pour permettre à la Société d'atteindre de nouveaux marchés et pour accroitre ses revenus en conséquence.

OptoWire pour la mesure du FFR

Opsens inc. a dévoilé au cours de l'exercice 2011 son offre destinée aux cardiologues qui pratiquent la mesure de la réserve fractionnaire de flux ou Fractional Flow Reserve ("FFR"). La mesure FFR est un index qui exprime la sévérité fonctionnelle des sténoses coronariennes et qui est calculé par le ratio de la pression mesurée avant et après un rétrécissement des artères lors d'une artériographie coronarienne. De plus en plus utilisée, cette approche permet un diagnostic immédiat et indique aux médecins si l'étendue des effets du rétrécissement des artères nécessite ou non l'installation d'un tuteur communément appelé *stent,* pour améliorer la circulation sanguine du système cardiovasculaire.

L'étude clinique FAME, « Fractional Flow Reserve vs. Angiography for Multivessel Evaluation », publiée en 2009 dans le *New England Journal of Medicine*, a démontré que la pose de *stents* n'était pas nécessairement la meilleure intervention et que leur surutilisation faisait, dans certains cas, plus de mal que de bien aux patients. Les patients dont le médecin avait fait l'examen FFR avaient reçu moins de *stents* et avaient également bénéficié d'une meilleure résultante médicale en général.

Le marché de la mesure FFR représente une occasion de croissance significative pour Opsens. Opsens a l'intention d'exploiter pleinement cette opportunité par le développement agressif de l'OptoWire à travers les différentes étapes menant à la commercialisation. Opsens vise procéder à la commercialisation d'un produit FFR dans le second semestre de l'année civile 2014.

Contrairement aux fils guides traditionnels, l'OptoWire est un fil guide instrumenté d'un capteur de pression à fibre optique, qui ne dérive pas et qui fournit une mesure haute fidélité de la pression sanguine dans les artères coronaires. En plus d'une mesure plus fiable, l'OptoWire vise offrir une meilleure performance mécanique en termes de support et de manipulation par rapport aux fils guides existants pour la mesure de la pression.

Comité scientifique

Pour supporter le développement et le raffinement de l'OptoWire, Opsens a réuni une équipe d'experts dans le domaine du FFR et de la recherche clinique pour former un comité scientifique. Il est composé des Drs. Morton Kern, Olivier F. Bertrand et Michael J. Lim. Ces cardiologues de renom conseillent la Compagnie sur le développement, les études cliniques et la commercialisation de l'OptoWire.

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SÉLECTIONNÉS CONSOLIDÉS

(En milliers de dollars canadiens, sauf pour l'information par action)	Exercice terminé le 31 aout 2013	Exercice terminé le 31 aout 2012	Exercice terminé le 31 aout 2011
	$	$	$
Produits	7 526	8 462	6 005
Cout des ventes	4 780	5 722	4 157
Marge brute	2 746	2 740	1 848
Taux de marge brute	36 %	32 %	31 %
Frais d'administration	2 313	2 304	2 204
Frais de commercialisation	954	929	659
Frais de recherche et développement	1 762	1 534	1 543
Frais financiers (revenus)	100	(97)	(89)
Variation de la juste valeur du dérivé incorporé	(17)	-	-
	5 112	4 670	4 317
Perte avant impôts sur les bénéfices	(2 366)	(1 930)	(2 469)
Perte nette et résultat étendu	(2 366)	(1 930)	(2 469)
Bénéfice (perte) de base par action	(0,05)	(0,04)	(0,05)
Bénéfice (perte) diluée par action	(0,05)	(0,04)	(0,05)

Revenus

La Société a enregistré des revenus de 7 526 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 par rapport à 8 462 000 $ pour l'exercice comparatif précédent, une diminution de $936,000 ou 11 %.

Les ventes au sein du secteur pétrole et gaz se sont élevées 5 818 000 $ comparativement à 6 300 000 $ pour l'exercice 2012. Les installations des premiers systèmes de capteurs OPP-W, du contrat de 48 puits placé par un producteur de pétrole et gaz pour un projet SAGD des sables bitumineux en Alberta, ont été retardées et ont commencé seulement en septembre 2013. Elles avaient été initialement prévues commencer au cours du dernier trimestre de l'exercice 2013. La direction prévoit que les revenus du secteur pétrole et gaz vont connaitre une croissance pour l'exercice 2014 comparativement à l'exercice 2013, en raison du solide carnet de commandes au 31 aout 2013, ce dernier reflétant déjà des engagements de nos clients à acheter des OPP-W.

Dans le domaine des laboratoires, les ventes ont totalisé 1 057 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 par rapport à 921 000 $ pour la même période en 2012. L'augmentation des revenus dans le domaine des laboratoires s'explique par un très bon premier trimestre à l'exercice 2013 où d'importantes commandes ont été reçues d'un client majeur.

La Société a déclaré des revenus de 119 000 $ en vertu d'un accord de fabrication dans le domaine des transformateurs de haute puissance pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 par rapport à des revenus de 674 000 $ pour la même période l'an dernier. Suite à la cession des activités dans les transformateurs de puissance en 2010, l'accord de fabrication a expiré et Opsens ne sera désormais plus impliquée dans ce domaine.

Au 31 aout 2013, le carnet de commandes s'élevait à 4 380 000 $ (888 000 $ au 31 aout 2012).

Étant donné qu'une partie des revenus de la Société est générée en dollars américains, les fluctuations du taux de change affectent les revenus et la perte nette. Pour l'exercice terminé le 31 aout 2013, le taux de change moyen était approximativement le même que pour l'année 2012 et, par conséquent, il n'a eu aucun effet sur le total des ventes.

L'acceptation des capteurs à fibre optique est en augmentation dans les marchés visés par la Société. Cela étant dit, certains secteurs tels le pétrole et le gaz, voient une concurrence supplémentaire. Opsens veut contrer la concurrence grandissante, en mettant en valeur les caractéristiques de performance de ses produits par rapport à celles des concurrents. Pour les périodes terminées le 31 aout 2013 et 2012, les fluctuations de prix et les lancements de nouveaux produits n'ont pas eu d'impact significatif sur les revenus.

Marge brute

La marge brute sur les ventes de produits est restée stable au cours de l'exercice 2013 par rapport à l'exercice précédent, passant de 2 740 000 $ à 2 746 000 $. Toutefois, le taux de marge brute a augmenté, passant de 32 % pour l'exercice terminé le 31 aout 2012 à 36 % pour l'exercice terminé le 31 aout 2013. L'augmentation du taux de marge brute s'explique par l'achèvement de contrats à marge plus élevée dans le pétrole et le gaz, les laboratoires et l'instrumentation médicale et, dans une moindre mesure par un changement du mix d'activité où une proportion plus élevée de la marge brute a été générée par les secteurs dont les marges brutes dépassent la moyenne comme nos revenus dans le secteur pétrole et gaz et dans le secteur médical.

La Société prévoit que le taux de marge brute de la Société va se diriger vers son objectif de 40 % à mesure que le chiffre d'affaire va s'accroitre.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont demeurés stables à 2 314 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 par rapport à 2 304 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2012.

Dépenses marketing

Les frais commerciaux et de marketing ont été de 954 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 par rapport à 929 000 $ en 2012, soit une augmentation de 25 000 $. Cette augmentation s'explique par les frais de sous-traitance supplémentaires engagés pour la commercialisation de nos produits.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se sont élevés à 1 762 000 $ et 1 534 000 $ respectivement, pour les exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012. L'augmentation de ces frais en 2013 par rapport à 2012 s'explique par les couts engagés pour le projet FFR dont la phase de vérification et de validation a fait des progrès substantiels.

Frais financiers (revenus)

Les frais financiers ont atteint 100 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 par rapport à des revenus financiers de 97 000 $ pour l'exercice 2012. L'augmentation des charges financières au cours de l'exercice 2013 s'explique par des revenus d'intérêts plus faibles de 75 000 $ par rapport à l'année précédente s'expliquant par un solde de prix de vente à recevoir inférieur, par une variation négative de 61 000 $ dans le gain (perte) de change et par des charges d'intérêt supérieures de 41 000 $ découlant de l'émission de la débenture convertible en novembre 2012.

Variation de la juste valeur du dérivé incorporé

La variation de la juste valeur du dérivé incorporé provient de la variation de la juste valeur marchande de la composante option de conversion de la débenture convertible. La débenture convertible contient une option de règlement en espèces qui, en vertu d'IAS 32, « Instruments financiers : présentation », est comptabilisée comme un instrument financier composé constitué d'une composante dette et d'un dérivé incorporé séparé représentant l'option de conversion. Ces deux composantes sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. La composante dette est ensuite comptabilisée au cout amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le dérivé incorporé est ensuite mesuré à la juste valeur à chaque date de clôture et les gains et pertes de juste valeur sont reconnus comme profit ou perte aux résultats. Au cours de l'année, 17 000 $ a été comptabilisé comme un gain à l'état consolidé de la perte nette.

Perte nette

En conséquence de ce qui précède, la perte nette pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 était de 2 366 000 $ comparativement à 1 930 000 $ en 2012.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES DONNÉES DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(En milliers de dollars canadiens)	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012	Au 31 aout 2011
	$	$	$
Actif à court terme	8 459	5 895	6 927
Total de l'actif	10 528	7 735	8 593
Passif à court terme	2 415	1 595	1 137
Passif à long terme	4 720	507	30
Capitaux propres	3 393	5 633	7 426

Au 31 aout 2013, le total de l'actif était de 10 528 000 $, comparativement à 7 735 000 $ au 31 aout 2012. L'augmentation est principalement liée à la trésorerie et aux équivalents découlant de l'émission de la débenture convertible et des liquidités reçues pour les droits de distribution des produits FFR, de l'augmentation, par rapport à l'année dernière, des stocks liés au retard dans les installations des premiers systèmes de capteurs OPP-W du contrat de 48 puits et des investissements dans les immobilisations corporelles nécessaires pour soutenir la croissance future de la Société.

Le passif à long terme a totalisé 4 720 000 $ au 31 aout 2013 par rapport à 507 000 $ au 31 aout 2012, une augmentation de 4 213 000 $. Cette augmentation s'explique par l'émission de la débenture convertible et par le montant reçu pour les droits de distribution des produits FFR comptabilisé comme revenus reportés dans la tranche des passifs à long terme.

RÉSUMÉ DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

Le sommaire ci-dessous présente les périodes où Opsens a publié des états financiers intermédiaires non vérifiés.

(En milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 aout 2013	Période de trois mois terminée le 31 mai 2013	Période de trois mois terminée le 28 février 2013	Période de trois mois terminée le 30 novembre 2012
	$	$	$	$
Revenus	1 451	1 706	1 836	2 533
Bénéfice net (perte nette)	(1 075)	(689)	(623)	21
Perte nette par action de base	(0,02)	(0,01)	(0,01)	0,00
Perte nette par action diluée	(0,02)	(0,01)	(0,01)	0,00

(En milliers de dollars canadiens)	Période de trois mois terminée le 31 aout 2012	Période de trois mois terminée le 31 mai 2012	Période de trois mois terminée le 28 février 2012	Période de trois mois terminée le 30 novembre 2011
	$	$	$	$
Revenus	1 416	2 174	2 377	2 495
Bénéfice net (Perte nette)	(639)	(357)	(675)	(259)
Bénéfice net (Perte nette) par action de base	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)
Bénéfice net (Perte nette) par action diluée	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,01)

Historiquement, le bénéfice net (perte nette) de la Société a été peu affecté par l'aspect saisonnier. L'aspect saisonnier a gagné en importance avec l'augmentation de la pondération des ventes dans le secteur du pétrole et gaz puisque les activités y sont généralement plus fortes dans les trimestres automnaux et hivernaux.

LIQUIDITE ET RESSOURCES EN CAPITAL

Le 19 novembre 2012, la Société a annoncé un premier accord majeur dans le domaine médical avec la signature d'une entente pour les droits de distribution et autres droits sur l'OptoWire et l'OptoMonitor, les produits d'Opsens pour la mesure du FFR. Selon les termes de l'accord, Opsens recevra :

- 3 000 000 $US pour les droits de distribution des produits FFR d'Opsens au Japon, en Corée et à Taiwan, qui comprend :
  a. 2 000 000 $US (2 002 000 $CAN) à la signature;
  b. 1 000 000 $US sur réception de l'approbation réglementaire pour les appareils FFR d'Opsens au Japon;
- 2 000 000 $US (2 002 000 $CAN) en débenture convertible, à la signature.

La débenture convertible porte intérêt à un taux de 2,0 % par année payable à l'échéance, soit le 19 novembre 2017. Au gré du porteur, la débenture convertible peut être convertie en actions ordinaires de la Société à tout moment jusqu'à la date d'échéance, à un prix de conversion qui représente le prix du marché des actions. Cependant, le prix de conversion est assujetti à un minimum de 0,50 $ et à un maximum de $ 0,75 par action ordinaire (le « prix de conversion »).

La débenture est également convertible en actions ordinaires, au gré de la Société, au prix de conversion, si le cours de clôture moyen pondéré par action ordinaire pendant une période de vingt jours se terminant cinq jours avant la date de réception de l'avis de conversion des actions ordinaires, à la date de l'avis de conversion, est égal ou supérieur à 1,20 $ par action ordinaire et un minimum de 50 000 actions ordinaires a été transigé lors de chacun des vingt jours pris en compte dans le calcul du prix de conversion.

Pour garantir le remboursement de la débenture convertible, une hypothèque mobilière sur certains équipements a été donnée. Cette hypothèque sera au deuxième rang par rapport à certains emprunts à long terme de la Société.

Comme indiqué plus haut, la débenture convertible contient une option de conversion qui se traduira par une obligation de livrer un montant fixe de capitaux propres en échange d'un montant variable de débenture convertible lorsque traduit dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Par conséquent, en vertu d'IAS 32, « Instruments financiers: présentation », la débenture convertible est comptabilisée comme un instrument financier composé constitué d'une composante dette et d'un dérivé incorporé séparé représentant l'option de conversion. Les deux composantes sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale. La composante dette est ensuite comptabilisée au cout amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le dérivé incorporé est ensuite mesuré à la juste valeur à chaque date de clôture, et les gains et pertes seront portés aux résultats.

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée pour un montant maximum de 200 000 $, dont 50 000 $ disponible en tout temps et ne tenant pas compte des marges calculées sur les débiteurs et les stocks. Lors de

l'utilisation de la marge de crédit pour un montant variant entre 50 000 $ et 100 000 $, le crédit disponible est limité à un montant égal à 75 % des débiteurs canadiens et 65 % des créances à l'étranger plus 50 % des stocks de matières premières et des produits finis. Si le montant utilisé est supérieur à 100 000 $, le crédit disponible est limité à un montant égal à 75 % des débiteurs canadiens et 90 % des créances assurées à l'étranger plus 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 2 % et est remboursable sur une base hebdomadaire en tranches de 5 000 $. Elle est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang pour un montant de 750 000 $ sur l'ensemble des débiteurs et des stocks.

En vertu d'une entente conclue avec Développement économique Canada (« DÉC »), la Société peut recevoir une contribution remboursable maximale de 300 000 $, ne portant pas intérêt, pour couvrir les dépenses liées au développement de l'OptoWire, son produit pour le marché FFR. Cette contribution est versée en fonction du pourcentage d'achèvement du projet au taux de 40 % des dépenses admissibles depuis le 1er février 2013. Au cours de l'exercice terminé le 31 aout 2013, la Société a comptabilisé 57 554 $ contre les frais de recherche et développement pour cette contribution remboursable. Au 31 aout 2013, il restait 150 000 $ à recevoir en vertu de l'accord.

A la fin de l'exercice terminé le 31 aout 2012, la Société a reçu l'approbation pour un soutien financier du Ministère des Finances et de l'Économie (« MFE ») sous forme d'une contribution remboursable de 413 590 $ pour le développement d'un portefeuille de produits pour la mesure FFR. Au 31 aout 2013, il restait 164 213 $ à recevoir en vertu de l'accord.

Au 31 aout 2013, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société atteignaient 3 662 000 $ comparativement à 2 577 000 $ au 31 aout 2012. De ce montant au 31 aout 2013, 2 974 000 $ étaient investis dans des placements sécuritaires hautement liquides. Au 31 aout 2013, Opsens avait un fonds de roulement de 6 043 000 $, comparativement à un fonds de roulement de 4 300 000 $ au 31 aout 2012.

Sur la base de l'accord pour l'octroi des droits de distribution et autres droits pour les produits FFR annoncé le 19 novembre 2012, des financements par emprunt avec le MDEIE, le DEC et son institution financière, du placement privé réalisé le 12 février 2010, de l'utilisation du produit de la vente du secteur des transformateurs, de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie, de son fonds de roulement et de son carnet de commandes, Opsens a les ressources financières nécessaires au maintien des opérations à court terme, pour honorer ses engagements et soutenir sa croissance et pour le développement prévu de ses activités. Dans une perspective à moyen terme, Opsens pourrait avoir besoin de lever des fonds supplémentaires en émettant des titres de capitaux propres et de dette. Dans une perspective à long terme, il existe une incertitude par rapport à l'obtention de financement supplémentaire, étant donné les risques et incertitudes mentionnés dans la section *Risques et incertitudes*. La fluctuation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dépend en particulier du taux de croissance du chiffre d'affaires des prochains trimestres.

Pour l'exercice 2014, la Société ne prévoit pas d'investissements supplémentaires dans le fonds de roulement.

RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers de dollars canadiens)	**Année terminée le 31 aout 2013**	**Année terminée le 31 aout 2012**
	$	**$**
Activités d'exploitation	(319)	(1,795)
Activités d'investissement	(548)	60
Activités de financement	2 044	544
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**1 177**	**(1 191)**

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 étaient de 319 000 $ comparativement à 1 795 000 $ pour la même période l'an dernier, une baisse de 1 476 000 $. La

diminution s'explique par le montant de 2 002 000 $ reçu pour l'octroi des droits de distribution et autres droits des produits FFR et reconnu comme revenus reportés dans le bilan et par la hausse des comptes créditeurs et charges à payer de 698 000 $, partiellement compensés par l'augmentation des stocks de 1 049 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 par rapport à l'an dernier. La hausse des stocks s'explique par les investissements nécessaires pour préparer les installations des premiers systèmes de capteurs OPP-W du contrat de 48 puits qui ont débuté en septembre 2013.

Activités d'investissement

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2013, les flux de trésorerie utilisés pour nos activités d'investissement ont atteint 548 000 $. De ce montant, 473 000 $ a été utilisé pour des acquisitions d'immobilisations corporelles et 75 000 $ pour des acquisitions d'actifs incorporels. Les acquisitions d'immobilisations corporelles ont été faites principalement pour nos activités pétrole et gaz et pour notre projet FFR.

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2012, les flux de trésorerie générés par nos activités d'investissement s'élevaient à 60 000 $. La balance de prix de vente encaissée de 499 000 $ a été partiellement contrebalancée par des acquisitions d'immobilisations corporelles de 302 000 $ et par des acquisitions d'actifs incorporels de 137 000 $.

Activités de financement

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2013, les flux de trésorerie générés par les activités de financement ont atteint 2 044 000 $. Le produit de l'émission de la débenture convertible de 2 002 000 $ et l'augmentation de notre dette à long terme de 265 000 $ ont été partiellement compensés par les paiements de 191 000 $ sur la dette à long terme et par le montant de 32 000 $ utilisé pour les paiements d'intérêts.

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2012, les flux de trésorerie générés par les activités de financement ont atteint 544 000 $. L'augmentation de notre dette à long terme de 696 000 $ a été partiellement compensée par des paiements de 144 000 $ sur la dette à long terme et par le montant de 8 000 $ utilisé pour les paiements d'intérêts.

ENGAGEMENTS

Baux

La Société loue à Québec des bureaux en vertu de contrats de location-exploitation qui viennent à échéance le 31 janvier 2015. Ces contrats sont renouvelables pour une période additionnelle de quatre ans. Les loyers futurs, sans tenir compte de la clause escalatoire, s'élèveront à 310 254 $.

La Société loue en Alberta des bureaux en vertu d'un contrat de location-exploitation qui vient à échéance le 30 avril 2015. Ce contrat est renouvelable pour une période additionnelle de cinq ans. Les loyers futurs, sans tenir compte de la clause escalatoire, s'élèveront à 220 280 $.

Opsens Solutions inc. loue cinq véhicules en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance en septembre 2013, en octobre 2013, en mai 2014 et en juillet 2015. Les loyers futurs s'élèveront à 30 664 $.

Les versements requis pour les loyers et d'autres engagements au cours des prochains exercices, d'un montant total de 561 198 $, sont les suivants :

	$
2014	363,530
2015	197,668

Licence

En vertu d'une entente de licence exclusive avec un tiers, la Société s'est engagée à fournir l'exclusivité de la commercialisation de certains de ses produits pour un territoire déterminé.

INFORMATIONS SECTORIELLES

Informations par secteur d'activité

Les secteurs isolables de la Société sont des unités d'exploitation stratégiques gérées distinctement puisque l'une est spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de capteurs à fibre optique (Opsens inc.) tandis que l'autre (Opsens Solutions inc.) se spécialise dans la commercialisation et l'installation de capteurs optiques et conventionnels dans le secteur du pétrole et gaz.

Les conventions comptables sont les mêmes pour les deux secteurs. Les opérations entre les secteurs sont menées dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui se rapproche des prix en vigueur sur les marchés.

	Année terminée le 31 aout 2013			Année terminée le 31 aout 2012		
	Opsens inc.	**Opsens Solutions Inc.**	**Total**	Opsens inc.	Opsens Solutions Inc.	Total
	$	$	$	$	$	$
Ventes à des tiers	**1 773 715**	**5 752 707**	**7 526 422**	2 179 251	6 282 679	8 461 930
Ventes intersectorielles	**1 369 950**	**-**	**1 369 950**	1 260 182	-	1 260 182
Amortissement des immobilisations corporelles	**168 953**	**118 516**	**287 469**	148 492	81 632	230 124
Amortissement des actifs incorporels	**25 294**	**5 709**	**31 003**	30 425	4 133	34 558
Frais financiers (revenus)	**(193 991)**	**293 764**	**99 773**	(371 978)	275 611	(96 367)
Bénéfice net (perte nette)	**(2 440 218)**	**74 393**	**(2 365 825)**	(1 895 102)	(34 576)	(1 929 678)
Acquisition d'immobilisations corporelles	**159 202**	**313 586**	**472 788**	88 871	212 747	301 618
Acquisition d'actifs incorporels	**74 639**	**600**	**75 239**	91 943	44 758	136 701
Actifs Sectoriels	**6 150 782**	**4 377 345**	**10 528 127**	4 741 097	2 993 942	7 735 039
Passifs Sectoriels	**6 042 685**	**1 092 264**	**7 134 949**	1 593 538	508 020	2 101 558

Information par secteur géographique

	Années terminées les 31 août	
	2013	2012
	$	$
Revenus par secteur géographique		
Canada	**5 825 550**	6 396 767
États-Unis	**571 160**	1 297 038
Autres*	**1 129 712**	768 125
	7 526 422	8 461 930

* Constitué des revenus générés dans les pays pour lesquels les montants sont individuellement non significatifs.

Les revenus sont attribués aux secteurs géographiques d'après le lieu de résidence des clients. Les actifs immobilisés, qui comprennent les immobilisations corporelles et les actifs incorporels, sont situés au Canada en totalité.

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2013, les revenus effectués auprès de trois clients représentaient individuellement plus de 10 % des revenus totaux de la Société soit 49,4 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.), 12,2 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.) et 10,3 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.).

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2012, les revenus effectués auprès de deux clients représentaient individuellement plus de 10 % des revenus totaux de la Société soit 47,4 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.) et 18,2 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.).

Segment Opsens inc.

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2013, les revenus provenant du segment Opsens inc. étaient de 1 774 000 $ comparativement à 2 179 000 $ en 2012, une baisse de 405 000 $. La diminution s'explique par l'expiration de l'accord de fabrication dans le domaine des transformateurs de haute puissance qui a eu un impact négatif de 555 000 $ sur nos revenus. La diminution a été partiellement compensée par la hausse des revenus dans le domaine des laboratoires où des revenus importants ont été réalisés avec une agence gouvernementale des États-Unis.

La marge brute était de 611 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013, comparativement à 847 000 $ en 2012, une baisse de 236 000 $. La diminution de la marge brute s'explique principalement par la baisse du taux de marge brute qui est passée de 25 % pour l'exercice terminé le 31 aout 2012 à 19 % pour l'exercice 2013. La diminution du taux de marge brute provient de la diminution des revenus, comme expliqué ci-dessus, où une partie du cout des ventes est composé des couts semi-fixes qui ne diminuent pas nécessairement au même rythme que les revenus.

La perte nette pour le segment Opsens inc. a été de 2 440 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 par rapport à une perte nette de 1 895 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2012. L'augmentation de la perte nette reflète une plus faible marge brute comme expliqué ci-dessus et l'augmentation des dépenses de recherche et développement tel qu'expliqué dans la section « Données financières consolidées choisies » du présent rapport de gestion. Enfin, l'augmentation de la perte nette s'explique par des charges financières plus élevées découlant de l'émission de la débenture convertible en novembre 2012, par un écart défavorable du gain (perte) de change et par des revenus d'intérêt plus bas par rapport à la période correspondante en 2012 en raison d'une balance de prix de vente à recevoir inférieure.

Le fonds de roulement d'Opsens inc. était de 4 125 000 $ au 31 aout, 2013 comparativement à 2 936 000 $ au 31 aout 2012. L'augmentation de 1 189 000 $ dans le fonds de roulement est du à des montants reçus par Opsens inc. suite à la signature de l'accord de distribution avec une société médicale japonaise en novembre 2012 en partie compensée par les flux de trésorerie utilisés dans les activités d'exploitation et d'investissement d'un montant de 2 596 000 $ et 234 000 $, respectivement.

Segment Opsens Solutions inc.

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2013, les revenus provenant d'Opsens Solutions inc. étaient de 5 753 000 $, comparativement à 6 283 000 $ en 2012, une diminution de 530 000 $. La diminution s'explique par plusieurs installations pétrolières et gazières reportées dans le temps et par des retards rencontrés pour l'installation des premiers systèmes OPP-W pour le contrat de 48 puits annoncé en mars 2013.

La marge brute touchait 2 135 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 par rapport à 1 893 000 $ en 2012, une augmentation de 242 000 $. L'augmentation de la marge brute s'explique par une augmentation du taux de marge brute qui est passé de 30 % en 2012 à 37 % en 2013. L'augmentation du taux de marge brute s'explique par l'achèvement de contrats à marge plus élevée au cours du premier trimestre de l'exercice 2013 et par une efficacité accrue dans le département de production résultant d'une meilleure maitrise des couts.

Le bénéfice net (perte nette) pour Opsens Solutions inc. est passé d'une perte nette de 35 000 $ en 2012 à un bénéfice net de 74 000 $ en 2013. L'augmentation du bénéfice net s'explique principalement par l'augmentation de la marge brute telle qu'expliquée précédemment.

Au 31 aout 2013, le fonds de roulement d'Opsens Solutions inc. était de 2 095 000 $ comparativement à 1 364 000 $ au 31 aout 2012. L'augmentation de 731 000 $ dans le fonds de roulement s'explique par l'augmentation des niveaux des stocks au 31 aout 2013 pour le soutien des futures installations.

QUATRIÈME TRIMESTRE 2013

Revenus

Les revenus ont totalisé 1 451 000 $ pour le trimestre terminé le 31 aout 2013 par rapport à 1 416 000 $ un an plus tôt. L'augmentation s'explique principalement par la hausse des revenus dans le domaine pétrole et gaz.

Marge brute

La marge brute était de 321 000 $ pour la période de trois mois terminée le 31 aout 2013 par rapport à 405 000 $ pour la même période l'an dernier, une diminution de 84 000 $. La diminution de la marge brute est principalement attribuable à la hausse des frais généraux pour faire face à la croissance attendue du chiffre d'affaires pour l'exercice 2014.

Frais d'administration

Les frais d'administration ont été de 619 000 $ et 493,000 $ respectivement pour les périodes de trois mois terminées les 31 aout 2013 et 2012. L'augmentation s'explique par des salaires et avantages sociaux plus élevés découlant de la rémunération liée au rendement et, dans une moindre mesure, par des frais de recrutement supplémentaires de 38 000 $ par rapport à l'année dernière.

Dépenses de marketing

Les dépenses de marketing étaient de 224 000 $ au cours du quatrième trimestre terminé le 31 aout 2013, une augmentation de 42 000 $ par rapport à 182 000 $ à la même période en 2012. L'augmentation s'explique principalement par les subventions accordées par le gouvernement provincial au cours du quatrième trimestre de l'an dernier.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche et développement se sont élevé à 525 000 $ pour le trimestre terminé le 31 aout 2013, une augmentation de 177 000 $ par rapport au 348 000 $ de la même période en 2012. La variation s'explique par les nombreuses unités d'OptoWire fabriquées au cours du dernier trimestre de l'exercice 2013 pour la phase de vérification et de validation.

Frais financiers (revenus)

Les frais financiers ont atteint 29 000 $ pour le trimestre terminé le 31 aout 2013 par rapport à 20 000 $ pour le même trimestre l'an dernier. L'augmentation des frais financiers s'explique par les intérêts débiteurs plus élevés de 14 000 $ liés à la débenture convertible émise en novembre 2012 et par une évolution défavorable de 10 000 $ dans le gain (la perte) de change, partiellement compensés par la variation de juste valeur du dérivé incorporé de 17 000 $.

Variation de la juste valeur du dérivé incorporé

La variation de la juste valeur du dérivé incorporé provient de la variation de la juste valeur marchande de la composante option de conversion de la débenture convertible. Au cours du trimestre terminé le 31 août 2013, un montant de 18 000 $ a été comptabilisé comme un gain à l'état consolidé de la perte nette.

Perte nette

En conséquence de ce qui précède, la perte nette pour le trimestre terminé le 31 aout 2013 était de 1 075 000 $, ou 2 cents par action, comparativement à 639 000 $ ou 1 cent par action pour le même trimestre en 2012.

INFORMATIONS SUR LE CAPITAL ACTION

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2013, la Société a octroyé à certains employés et administrateurs un total de 1 483 667 options d'achat d'actions à un prix d'exercice moyen de 0,24 $, a annulé 46 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,22 $ tandis que 715 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,77 $ ont expiré.

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2012, la Société a octroyé à certains employés et administrateurs un total de 1 684 000 options sur actions à un prix d'exercice moyen de 0,22 $, a annulé 1 092 000 options sur actions à un prix d'exercice de 0,47 $ tandis que 1 350 000 options sur actions à un prix d'exercice de 0,47 $ ont expiré.

À la date du présent rapport de gestion, les composantes de capitaux propres suivantes sont en circulation :

Actions ordinaires	47 905 983
Options d'achat d'actions	4 161 667
Débenture convertible	4 000 000
Titres sur une base entièrement diluée	56 067 650

Le nombre d'actions qui seraient émises lors de la conversion de la débenture peut varier en fonction de différents paramètres tels que le taux de change et le prix de conversion par action. Dans le tableau ci-dessus, la conversion a été effectuée sur l'hypothèse que le dollar canadien est encore à parité avec le dollar américain et que le prix de conversion est égal au prix de conversion minimal de 0,50 $ par action.

Aucun dividende par action n'a été déclaré pour chaque catégorie d'actions.

OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉES

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des transactions entre apparentées.

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Honoraires professionnels à une entreprise contrôlée par un administrateur	**34 216**	34 937
	34 216	34 937

Ces frais ont été engagés pour les activités FFR de la Société.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs et des comptes créditeurs et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs générés par les arrangements financiers courants au taux d'intérêt que la Société s'attend à négocier actuellement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable en raison des taux actuels du marché.

La juste valeur de la débenture convertible est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs générée par les arrangements financiers courants au taux d'intérêt que la Société s'attend à négocier actuellement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la débenture convertible s'établissait approximativement à 1 338 000 $ au 31 aout 2013.

Techniques d'évaluation et hypothèses retenues aux fins de la mesure de la juste valeur

La Société doit maximiser l'utilisation des données observables et minimiser l'utilisation de données non observables pour évaluer la juste valeur. La Société applique principalement l'approche de marché pour les évaluations récurrentes de juste valeur. Les trois niveaux d'entrée utilisés par la Société pour évaluer la juste valeur sont les suivants:

Niveau 1 - Prix non-ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif pour l'actif ou le passif est un marché dans lequel les transactions pour l'actif ou le passif surviennent avec une fréquence et un volume suffisant pour fournir de l'information sur les prix sur une base continue.

Niveau 2 - Prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires ; prix cotés dans des marchés qui ne sont pas actifs ; ou autres intrants qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données de marché observables pour pratiquement toute la durée des actifs ou des passifs.

Niveau 3 - Données non observables soutenues par peu ou pas d'activité de marché et qui sont importantes pour la juste valeur des actifs ou des passifs.

Le tableau suivant résume la hiérarchie de la juste valeur selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués.

	Au 31 aout 2013			
	Total	**Niveau 1**	**Niveau 2**	**Niveau 3**
	$	**$**	**$**	**$**
Actifs financiers (passifs) évalués à la juste valeur :				
Débenture convertible - dérivé intégré	**(34 012)**	**-**	**(34 012)**	**-**

Au 31 aout 2012, il n'y avait pas d'actifs ou de passifs mesurés à la juste valeur.

La débenture convertible contient un dérivé incorporé qui doit être évalué à la juste valeur à chaque date de clôture et dont les gains et pertes de juste valeur doivent être enregistrés comme profit ou perte aux résultats. Une des hypothèses les plus importantes ayant une incidence sur l'évaluation de ce dérivé incorporé de la Société est la volatilité. Pour 2013, la Société a utilisé une volatilité implicite de 122 %. Une variation de 1 % du facteur de volatilité implicite aurait changé la juste valeur du dérivé incorporé de 321 $ et une variation de 1 % du facteur de l'écart de crédit aurait changé la juste valeur du dérivé incorporé de 4 928 $.

Gestion des risques

Les principaux risques découlant des instruments financiers de la Société sont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Ces risques proviennent de l'exposition au cours normal des affaires et sont gérés d'un point de vue consolidé par la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque d'une perte imprévue si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement l'exposition au risque de crédit et prend des mesures pour diminuer la probabilité que cette exposition se traduise par des pertes. L'exposition de la Société au risque de crédit découle actuellement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des clients et autres débiteurs. Les politiques de gestion du risque de crédit de la Société comprennent l'autorisation d'effectuer des opérations d'investissement avec des institutions financières reconnues dont la cote de crédit est d'au moins A et plus, soit en obligations, en fonds du marché monétaire ou en certificats de placement garanti. Conséquemment, la Société gère son risque de crédit en se conformant aux politiques de placement établies.

En général, la Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre de ses clients; cependant, le crédit est accordé suite à une évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révise continuellement le crédit de tous ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables. Deux principaux clients représentaient 64,4 % des comptes clients de la Société au 31 aout 2013 (71,4 % au 31 aout 2012).

Au 31 aout 2013, 12,8 % (25,1 % au 31 aout 2012) des comptes débiteurs étaient de plus de 90 jours, tandis que 42,8 % (60,5 % au 31 aout 2012) étaient de moins de 30 jours. L'exposition maximale au risque de crédit pour les créances correspondait à leur valeur comptable. Au 31 aout 2013, la provision pour créances douteuses a été établie à 21 000 $ (21 861 $ au 31 aout 2012).

La direction estime que la quasi-totalité des comptes débiteurs est entièrement recouvrable puisque la plupart de nos clients sont de grandes sociétés ayant une bonne cote de crédit et n'ont pas d'antécédents de défaut.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond approximativement au montant comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont réglés en trésorerie ou avec un autre actif financier. L'approche de la Société est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour répondre à ses besoins opérationnels, financiers et règlementaires, dans des circonstances normales ou difficiles. Les projections de flux de trésorerie sont préparées et révisées tous les trimestres par le Conseil d'administration afin d'assurer une continuité de financement suffisant. Les stratégies de financement utilisées pour gérer ce risque incluent le recours au marché des capitaux pour mener à bien les questions d'équité et de titres de créance.

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers (capital et intérêt, en utilisant les taux d'intérêt courants) aux 31 aout 2013 et 2012 :

31 aout 2013	**Valeur comptable**	**Flux de trésorerie**	**0 à 12 mois**	**12 à 24 mois**	**Après 24 mois**
	$	**$**	**$**	**$**	**$**
Comptes créditeurs et charges à payer	**2 042 063**	**2 042 063**	**2 042 063**	**-**	**-**
Dette à long terme	**765 104**	**943 130**	**201 884**	**181 137**	**560 109**
Débenture convertible	**2 129 811**	**2 316 600**	**-**	**-**	**2 316 600**
Total	**4 936 978**	**5 301 793**	**2 243 947**	**181 137**	**2 876 709**

31 aout 2012	Valeur comptable	Flux de trésorerie	0 à 12 mois	12 à 24 mois	Après 24 mois
	$	$	$	$	$
Comptes créditeurs et charges à payer	1 343 905	1 343 905	1 343 905	-	-
Dette à long terme	673 380	837 302	195 523	164 247	477 532
Total	2 017 285	2 181 207	1 539 428	164 247	477 532

Risque de taux d'intérêt

L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt se résume comme suit:

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Taux d'intérêt fixes
Clients et autres débiteurs	Sans intérêt
Comptes créditeurs et charges à payer	Sans intérêt
Dette à long terme	Sans intérêt, taux d'intérêt fixes et variables
Débenture convertible	Taux d'intérêt fixe

Analyse de sensibilité au taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt survient lorsque les fluctuations des taux d'intérêt modifient les flux de trésorerie ou la juste valeur des placements de la Société et du dérivé incorporé. La Société détient des placements à taux fixes. Au 31 aout 2013, la Société détenait plus de 81,2 % (49,8 % au 31 aout 2012) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans des dépôts à terme remboursables en tout temps.

Pour l'exercice 2013, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation hypothétique de 1 % des taux d'intérêt aurait eu un impact défavorable de 3 700 $ sur la perte nette (impact défavorable de 3 400 $ sur la perte nette pour l'exercice terminé le 31 aout 2012). Une baisse hypothétique de 1 % des taux d'intérêt aurait eu un impact favorable de 3 700 $ sur la perte nette pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 (impact favorable de 3 400 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2012).

Frais financiers (revenus)

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Intérêts et frais bancaires	**54 108**	34 500
Intérêts sur la dette à long terme	**39 307**	27 634
Intérêts sur la débenture convertible	**39 599**	-
Perte (gain) sur conversion de devises	**26 638**	(34 184)
Revenus d'intérêts	**(59 735)**	(124 317)
	99 117	(96 367)

Risque de concentration

Le risque de concentration survient lorsque des investissements sont effectués auprès de plusieurs entités ayant des caractéristiques semblables ou lorsqu'un investissement important est effectué auprès d'une seule entité. En date du 31 aout 2013 et 2012, la Société détenait 100 % de son portefeuille d'équivalents de trésorerie dans des dépôts à terme rachetables en tout temps auprès de la même institution financière.

Risque de change

La Société réalise certaines ventes et fait l'achat de certaines fournitures et de services professionnels en dollars américains. Par conséquent, elle est exposée aux fluctuations des devises étrangères. La Société ne gère pas activement ce risque.

Analyse de sensibilité aux devises étrangères

Pour les exercices clos les 31 aout 2013 et 2012, si le dollar canadien s'était apprécié de 10 % par rapport au dollar américain, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été inférieure de 154 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 (la perte nette aurait été inférieure de 39 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2012). Inversement, si le dollar canadien avait baissé de 10 % par rapport au dollar américain, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été supérieure de 154 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 (la perte nette aurait été supérieure de 39 000 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2012).

Aux 31 aout 2013 et 2012, le risque auquel la Société était exposée s'établissait comme suit :

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	$	$
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1 620 546 $ US)	**1 706 435**	498 551
Clients et autres débiteurs (186 033 $ US)	**195 892**	205 388
Comptes créditeurs et charges à payer (296 434 $ US)	**(356 149)**	(292 195)
Débenture convertible (1 990 316 $ US)	**(2 095 799)**	-
Dérivé incorporé (32 300 $ US)	**(34 012)**	-
Total	**(583 633)**	411 744

GESTION DU CAPITAL

L'objectif de la Société dans la gestion du capital, principalement composé des capitaux propres, de la dette à long terme et de la débenture convertible, est d'assurer des liquidités suffisantes pour financer les activités de R&D, les frais généraux et administratifs, le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations.

Dans le passé, la Société a eu accès à des liquidités de sources non-dilutives, incluant la vente d'actifs non stratégiques, des subventions et crédits d'impôt à l'investissement, des revenus d'intérêt et par des sources dilutives telles que des émissions d'actions publiques.

Au 31 aout 2013, le fonds de roulement de la Société s'élevait à 6 043 352 $, incluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 3 662 259 $. Le déficit accumulé à la même date était de 15 274 768 $. Sur la base de l'évaluation faite par la Société et qui a pris en compte les niveaux de trésorerie actuel, le plan stratégique et les budgets et prévisions correspondantes, la Société croit qu'elle dispose de suffisamment de liquidités et de ressources financières pour financer les dépenses prévues et autres besoins en fonds de roulement pour au moins, mais sans s'y limiter, la période de 12 mois suivant la date de clôture du 31 aout 2013.

La Société estime que ses liquidités actuelles sont suffisantes pour financer ses activités à court terme.

La Société gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des changements dans les conditions économiques et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Les objectifs en gestion du capital et les politiques et procédures sont restés inchangés depuis le dernier exercice.

Pour les exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012, la Société n'a pas été en défaut dans ses obligations en ce qui concerne la dette à long terme.

CAPACITÉ À PRODUIRE DES RÉSULTATS

Tel que discuté dans la section concernant la situation financière, la Société dispose des ressources financières nécessaires pour ses opérations à court terme, pour remplir ses engagements, pour soutenir son plan de croissance et pour le développement de ses activités. Dans une perspective à moyen terme, il est possible que du financement supplémentaire, par l'émission d'actions, par financement par emprunt ou par tout autre moyen de financement, soit nécessaire.

Au cours de la prochaine année, le niveau d'activité ne devrait pas nécessiter des investissements supplémentaires dans le fonds de roulement. Des investissements en capital de quelques centaines de milliers de dollars seront nécessaires pour répondre aux besoins opérationnels d'Opsens.

Du point de vue des ressources humaines, il n'y a pas de postes vacants dans les principaux postes de direction et techniques au sein de la Société. Cependant, du personnel de production supplémentaire sera nécessaire au Québec et

en Alberta. Prenant en compte le marché de l'emploi au Canada, Opsens est confiante dans sa capacité à recruter des ressources humaines qualifiées en temps opportun.

En ce qui concerne la stratégie de rémunération de l'exécutif de l'entreprise, elle est orientée vers la création de valeur à long terme pour les actionnaires. Plusieurs dirigeants de l'entreprise détiennent une position importante en options d'achat d'actions dont l'acquisition des droits s'étend sur une période de quatre ans afin d'aligner l'intérêt des dirigeants de l'entreprise avec les intérêts des actionnaires. Cette vision à long terme stimule l'innovation et le développement de revenus récurrents.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES

Il n'existe aucune IFRS ou aucune interprétation du comité d'interprétation des normes internationales d'information financière (IFRIC) en vigueur pour la première fois en 2013, qui pourrait avoir eu une incidence importante sur la Société.

Adoptées en 2013

En juin 2011, l'IASB a modifié IAS 1, « Présentation des états financiers » («IAS 1»), pour modifier la présentation des éléments présentés dans les autres éléments du résultat global en deux groupes, selon que ces éléments peuvent être recyclés aux résultats à l'avenir. Les amendements à IAS 1 s'appliquent aux états financiers pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1er juillet 2012, avec une permission d'adoption anticipée.

Pas encore adopté

Instruments financiers

a. IFRS 9, «Instruments financiers»

IFRS 9, «Instruments financiers», a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Elle remplace les modèles de catégories multiples d'évaluation de l'IAS 39, « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation» pour les instruments de dettes par un nouveau modèle d'évaluation mixte ayant seulement deux catégories : le cout amorti et la juste valeur par le biais des résultats. IFRS 9 remplace aussi les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont soit comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, soit reconnus à la juste valeur par le biais du résultat étendu. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat étendu, les dividendes sont comptabilisés aux résultats dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un retour sur l'investissement. Toutefois, les autres gains et pertes (y compris les pertes de valeur) liés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat étendu indéfiniment. Les dispositions applicables aux passifs financiers ajoutées à l'IFRS 9 en octobre 2010, reportent essentiellement en avant les exigences actuelles de l'IAS 39, sauf que les variations de juste valeur attribuables au risque de crédit pour les passifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. En juillet 2013, le Conseil des normes comptables internationales («CNCI») a confirmé que la date d'adoption initiale du 1er janvier 2015 sera reportée. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers. La Société n'a pas l'intention d'opter pour l'adoption anticipée.

b. IAS 32, «Instruments financiers : présentation»

En Décembre 2011, le CNCI a publié des modifications à IAS 32, «Instruments financiers : présentation», en précisant les conditions requises pour la compensation des actifs et passifs financiers. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014, ou après. Le CNCI a également publié des modifications à IFRS 7, « Instruments financiers : informations à fournir», pour améliorer la communication sur la compensation des actifs et passifs financiers. Les modifications à l'IFRS 7 entreront en vigueur pour les périodes annuelles et intermédiaires débutant le 1er janvier 2013 ou après et celles applicables à l'IAS 32 entreront en vigueur pour les périodes annuelles et intermédiaires débutant le 1er janvier 2014 ou après. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers. La Société n'a pas l'intention d'opter pour l'adoption anticipée.

Consolidation

En mai 2011, le CNCI a publié les normes suivantes : IFRS 10, «États financiers consolidés», IFRS 11, «Accords conjoints» et IFRS 12, «Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités». Chacune des nouvelles normes s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013, et leur adoption anticipée est permise. La Société a déterminé que les normes nouvelles et modifiées n'auront pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés et a décidé de ne pas adopter par anticipation ces nouvelles exigences.

a. IFRS 10, «États financiers consolidés»

L'IFRS 10, «États financiers consolidés», exige qu'une entité consolide une entreprise détenue lorsqu'elle est exposée, ou a des droits, à des rendements variables de sa participation dans l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur l'entité. En vertu des IFRS existantes, la consolidation est requise quand une entreprise a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace le Comité permanent des interprétations (« CPI ») 12, « Consolidation - Entités ad hoc » et certaines parties d'IAS 27, « États financiers consolidés et individuels».

b. IFRS 11, «Partenariats»

IFRS 11, « Accords conjoints», exige d'un coentrepreneur de classer sa participation dans un accord de coentreprise comme une coentreprise ou une activité commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une activité commune, le coentrepreneur comptabilisera sa quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'activité commune. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix entre la consolidation proportionnelle et la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplace la norme IAS 31, «Participations dans des coentreprises» et SIC 13, « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs».

c. IFRS 12, «Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités»

IFRS 12, «Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités», établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que les partenariats, la participation dans des entreprises associées, les entités ad hoc et les opérations hors bilan. Cette norme reprend certaines obligations de divulgation existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés à des participations d'une entité dans d'autres entités.

Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, « Évaluation de la juste valeur », est une norme détaillée portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à cet effet et elle est applicable à l'ensemble des normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre participants du marché à la date d'évaluation. Elle établit également les informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur. En vertu des normes IFRS existantes, des directives portant sur la mesure et la présentation de la juste valeur sont dispersées parmi les normes spécifiques qui exigent des évaluations de juste valeur et, dans plusieurs cas, ne reflètent pas une base d'évaluation claire.

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ou après. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers. La Société n'a pas l'intention d'opter pour l'adoption anticipée.

FACTEURS DE RISQUE ET INCERTITUDES

La Société exerce ses activités dans une industrie qui contient divers risques et incertitudes. Les risques et incertitudes énumérés ci-dessous ne sont pas les seuls auxquels la Société est soumise. D'autres risques et incertitudes actuellement inconnus de la Société, ou que la Société estime actuellement négligeables, peuvent nuire à la performance de la Société. La matérialisation de l'un des risques suivants pourrait nuire aux activités de la Société

et avoir un impact négatif significatif sur sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Dans ce cas, le cours des actions de la Société pourrait être affecté.

Propriété intellectuelle et les droits exclusifs

Afin de protéger ses droits de propriété intellectuelle, la Société s'appuie sur une combinaison de lois relatives aux brevets et marques de commerce, secrets commerciaux, procédures de confidentialité et sur des dispositions contractuelles. Malgré les meilleurs efforts de la Société pour protéger ses droits de propriété intellectuelle, des personnes non autorisées pourraient tenter de copier certains aspects des produits de la Société ou d'obtenir des informations que la Société considère comme sa propriété. Le suivi de l'utilisation non autorisée de ses technologies exclusives, le cas échéant, peut s'avérer difficile, long et couteux. En outre, les lois de certains pays dans lesquels les produits de la Société seront vendus ne protègent pas ses produits et ses droits de propriété intellectuelle au même titre que le font les lois du Canada et des États-Unis. Il n'est pas certain que la Société réussira à protéger ses droits de propriété intellectuelle, ce qui pourrait l'affecter défavorablement. Les applications pour des brevets, les réclamations et les maintiens en partie déposés par la Société pourraient être incomplets, invalides, contournées ou jugées non applicables. Des poursuites judiciaires pourraient s'avérer nécessaires pour mener à bien les demandes de brevets et les réclamations. Ces cas pourraient conduire à des dépenses considérables sans aucune garantie de succès. Les droits de propriété intellectuelle pourraient être contestés. Malgré les efforts de l'entreprise pour assurer son droit de commercialiser ses produits sur ses marchés cibles, les brevets des concurrents pourraient entraver le potentiel de vente de certains produits.

Problèmes de qualité des processus et des produits

La fabrication des produits de la Société est un processus très exigeant et complexe, du en partie à des exigences règlementaires strictes. Le défaut de fabriquer ses produits en conformité avec les spécifications pourrait entrainer une augmentation des couts, la perte de revenus, des actions correctives sur le terrain, de l'insatisfaction des clients ou des rappels volontaires de produits qui pourraient nuire à la rentabilité de la Société et à sa réputation commerciale. Des problèmes peuvent survenir lors de la fabrication pour une variété de raisons, y compris un mauvais fonctionnement de l'équipement, le non-respect des protocoles et des procédures spécifiques, des problèmes avec les matières premières, des catastrophes naturelles et des facteurs environnementaux. La qualité est extrêmement importante pour la Société et ses clients en raison des conséquences graves et couteuses des défaillances de produits. Les certifications de qualité de l'entreprise sont essentielles à la réussite de la commercialisation de ses produits. Si la Société ne parvient pas à répondre à ces normes, sa réputation pourrait être endommagée, elle pourrait perdre des clients et des revenus et ses résultats d'exploitation pourraient diminuer. Mis à part les normes spécifiques des clients, le succès de la Société dépend généralement de sa capacité à fabriquer des composantes de haute précision, sous-ensembles et appareils finis à partir de matériaux multiples. Si les composantes de la Société ne répondent pas à ces normes ou ne parviennent pas à s'adapter à l'évolution des normes, sa réputation en tant que fabricant d'appareils de haute qualité en souffrira, son avantage concurrentiel pourrait être endommagé et la Société pourrait perdre des clients et des parts de marché.

Concurrence et obsolescence technologique

Les concurrents et de nouvelles entreprises pourraient lancer de nouveaux produits. Afin de demeurer à la fine pointe de la technologie, la Société pourrait devoir lancer une nouvelle génération de produits et de capteurs à fibre optique et développer des produits et des services connexes. Que ce soit la concurrence des sociétés de développement et / ou la commercialisation de capteurs à fibre optique, d'une fusion ou d'une acquisition entre entreprises existantes, de la concurrence au sein de certains secteurs de l'industrie, les solutions à base de capteurs à fibre optique similaires à ce que la Société offre est forte et est susceptible d'augmenter. Certains concurrents de la Société possèdent des ressources financières, techniques, de distribution et de commercialisation nettement supérieures à la Société. Les progrès technologiques et le développement de produits pourraient rendre les produits de la Société obsolètes ou en réduire la valeur.

Défaillances du produit et erreurs

Les produits de la Société sont complexes et peuvent donc contenir des défaillances et des erreurs qui pourraient être décelées à tout moment du cycle de vie d'un produit. Les défaillances et les erreurs dans ses produits pourraient avoir

un effet défavorable significatif sur sa réputation, l'exposant à défrayer des couts importants, à retarder les dates de lancement de produits et à nuire à sa capacité de vendre ses produits à l'avenir. Les couts de correction d'une défaillance ou d'une erreur dans l'un de ses produits pourraient être importants et pourraient affecter négativement ses marges d'exploitation. Bien que la Société s'attende à continuer de tester les produits pour détecter les défaillances et les erreurs et à travailler avec ses clients grâce à son soutien et aux services de maintenance afin de trouver et de corriger les défaillances et les erreurs, elles pourraient apparaitre dans ses produits à l'avenir.

Garanties, rappels et poursuites judiciaires

La Société est exposée à des frais de garantie, à des rappels de produits et à d'autres réclamations, particulièrement si les produits s'avèrent défectueux, ce qui nuirait au développement des affaires et à la réputation de la Société.

Retards dans les lancements de produits prévus

La Société développe actuellement de nouveaux produits ainsi que des améliorations pour des produits existants. La Société a, par le passé connu, et connaitra peut être à nouveau dans le futur, des retards dans les différentes phases de développement de produit et dans le lancement commercial, y compris au cours de la recherche et du développement, de la fabrication, des tests de sortie limitée, du marketing et des efforts d'éducation des clients. Tout retard dans ses lancements de produits est susceptible d'entraver de manière significative la capacité de la Société à concurrencer avec succès sur ses marchés et réduire ses revenus.

La Société et ses collaborateurs actuels et futurs risquent de ne pas développer ou de ne pas commercialiser efficacement des produits couverts par ses collaborations actuelles et futures si :

- la Société n'a pas atteint ses objectifs en vertu de ses accords de collaboration ;
- la Société ou ses collaborateurs sont incapables d'obtenir une protection par brevet pour les produits ou technologies brevetées qu'elle développe dans ses collaborations ; ou
- la Société ou ses collaborateurs rencontrent des obstacles règlementaires qui empêchent la commercialisation de ses produits.

Si la Société ou de ses collaborateurs sont incapables de développer ou de commercialiser des produits, la Société sera retardée ou empêchée de développer et de commercialiser des produits qui vont nuire à son activité et à ses résultats financiers.

Cessions de toutes activités ou lignes de produits

La Société continue d'évaluer les performances de chacune de ses activités et peut vendre une entreprise ou une ligne de produits. Toutes les cessions peuvent entrainer d'importantes radiations, y compris celles liées aux écarts d'acquisition et autres actifs incorporels, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. Ces cessions pourraient comporter des risques supplémentaires, y compris des difficultés dans la séparation des opérations, des services, des produits et du personnel, détourner l'attention de la direction de d'autres préoccupations des activités, perturber ses activités et causer la perte éventuelle d'employés clé. La Société pourrait ne pas réussir la gestion de ces risques et d'autres risques importants qu'elle pourrait rencontrer en cédant une ligne d'activité ou un produit.

Besoins futurs en capitaux

La Société a subi des pertes d'exploitation au cours des derniers exercices. La capacité de la Société à respecter ses obligations et à financer ses activités futures dépend de sa capacité à atteindre un niveau de rentabilité ou d'être soutenue par ses actionnaires et créanciers. Rien ne garantit que la Société sera en mesure d'attirer les capitaux nécessaires pour poursuivre le développement et la commercialisation de ses technologies. Dans le cas où la Société ne parvient pas à trouver des capitaux supplémentaires, il pourrait survenir des répercussions défavorables sur les activités de la Compagnie, ses revenus, sa situation financière et ses résultats d'exploitation.

Revenus

La Société tire la plupart de ses revenus de la vente de dispositifs de lecture et de capteurs à fibre optique. La Société estime que les revenus tirés de ces produits continueront de représenter une part importante de ses revenus pour l'avenir prévisible. Par conséquent, la Société est particulièrement vulnérable aux fluctuations de la demande pour ses produits. Si la demande pour les produits de la Société diminue de manière significative, la Société et ses résultats d'exploitation pourraient être défavorablement affectés.

Main d'œuvre et personnel clé

La Société dépend des services de ses ingénieurs, employés techniques et de son personnel de gestion clé. La perte de l'une de ces personnes pourrait avoir un impact significatif défavorable sur la Société, sur ses résultats d'exploitation et sur sa situation financière. Le succès de la Société dépend largement de sa capacité à identifier, recruter, former, motiver et retenir des employés de gestion, des ingénieurs, des employés techniques et du personnel de vente et de marketing hautement qualifiés. La concurrence pour ces employés peut être intense et la Société ne peut garantir qu'elle sera en mesure d'intéresser et de conserver du personnel technique et de gestion hautement qualifié dans l'avenir. Son incapacité à le faire pourrait avoir des répercussions défavorables sur la croissance et la rentabilité futures. La Société pourrait être obligée d'augmenter la rémunération versée aux employés actuels ou nouveaux, ce qui pourrait augmenter considérablement les frais d'exploitation.

Gestion de la croissance et développement du marché

Il n'y a aucune garantie que la Société puisse développer son marché de façon significative, affectant ainsi sa rentabilité. La croissance rapide attendue de la Société pourrait créer une pression significative sur la gestion, sur les opérations et sur les ressources techniques. La Société prévoit une augmentation des charges de personnel et d'exploitation dans l'avenir. Afin de gérer sa croissance, la Société devra peut-être augmenter la taille de son personnel technique et opérationnel et gérer son personnel tout en conservant beaucoup de relations efficaces avec des tiers. Rien ne garantit que la Société sera en mesure de gérer la croissance de l'entreprise. L'incapacité de la Société à établir des systèmes de gestion cohérents, à ajouter des ressources économiques ou à gérer son expansion adéquatement pourrait avoir un effet imprévisible significatif sur ses activités et sur ses résultats d'exploitation.

Politiques de tarification

Le marché concurrentiel dans lequel la Société opère pourrait l'obliger à réduire ses prix. Si ses concurrents offrent de grandes remises sur certains produits et services afin de gagner des parts de marché ou de vendre des produits et des services, la Société pourrait devoir baisser ses prix et offrir d'autres modalités favorables afin de concurrencer avec succès. De tels changements pourraient réduire les marges bénéficiaires et avoir une incidence défavorable sur ses résultats d'exploitation. Certains concurrents de la Société pourraient offrir des produits et des services qui pourraient lui faire concurrence à des fins promotionnelles ou dans le cadre d'une stratégie de prix à long terme ou offrir des garanties de prix ou la mise en œuvre de produits. Avec le temps, ces pratiques pourraient limiter les prix que la Société pourrait exiger pour ses produits et services. Si la Société ne peut compenser ces réductions de prix par une augmentation correspondante des ventes ou par une diminution de ses dépenses, la diminution des revenus de la vente de produits et services pourraient affecter défavorablement ses marges bénéficiaires et ses résultats d'exploitation.

Taux de change des devises

La Société s'attend à ce qu'une partie importante des revenus du segment Opsens soit libellée en dollars américains alors qu'une plus importante proportion de ses charges d'exploitation sont libellées en dollars américains. Les fluctuations des taux de change entre les deux devises peuvent avoir un impact défavorable sur ses activités, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Basé sur les perspectives d'avenir du marché FFR, la proportion des ventes libellée en dollars américains devrait augmenter dans les années à venir. Ce changement pourrait avoir pour effet de réduire le risque sur une base consolidée.

Clauses restrictives

La Société est soumise à une clause restrictive sur le fonds de roulement en vertu de son entente avec son institution financière. Si cette clause restrictive n'était pas respectée, la Société pourrait devoir allouer une partie de son fonds de roulement au paiement du solde d'en emprunt s'élevant à 325 524 $ au 31 août 2013.

AUTRES INFORMATIONS

Des renseignements à jour sur la Société peuvent être consultés sur le site Web de SEDAR à l'adresse http://www.sedar.com.

Au nom de la direction,
Chef de la direction financière et secrétaire corporatif

(s) Thierry Dumas

25 novembre 2013

États financiers consolidés

Opsens inc.

Exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012

Opsens inc.

Exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant 1-2

États consolidés du résultat net et du résultat global 3

États consolidés des variations des capitaux propres 4-5

États consolidés de la situation financière 6

États consolidés des flux de trésorerie 7

Notes afférentes aux états financiers consolidés 8-43

Deloitte s.e.n.c.r.l.
925, Grande Allée Ouest
Bureau 400
Québec QC G1S 4Z4
Canada

Tél.: 418-624-3333
Télec. : 418-624-0414
www.deloitte.ca

Rapport de l'auditeur indépendant

À l'intention des actionnaires d'Opsens inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints d'Opsens inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière aux 31 août 2013 et 2012, et les états consolidés du résultat net et du résultat global, des variations des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Opsens inc. aux 31 août 2013 et 2012, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Deloitte S.E.N.C.R.L.[1]

Le 25 novembre 2013

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A112991

Opsens inc.

États consolidés du résultat net et du résultat global
Exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012

	2013	2012
	$	$
Produits		
Ventes	**7 526 422**	8 461 930
Cout des ventes	**4 779 824**	5 721 529
Marge brute	**2 746 598**	2 740 401
Charges (produits) (note 25)		
Administration	**2 313 634**	2 303 747
Commercialisation	**953 716**	928 784
Recherche et développement	**1 762 161**	1 533 915
Frais financiers (produits) (note 26)	**99 917**	(96 367)
Variation de la juste valeur du dérivé incorporé (note 14)	**(17 005)**	-
	5 112 423	4 670 079
Résultat net et résultat global	**(2 365 825)**	(1 929 678)
Résultat net par action (note 16)		
De base	**(0,05)**	(0,04)
Dilué	**(0,05)**	(0,04)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Opsens inc.

États consolidés des variations des capitaux propres
Exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012

	Actions ordinaires	Options d'achat d'actions	**Total**	Actions ordinaires	Réserve pour les bons de souscription	Réserve pour les options d'achat d'actions	Déficit	**Total**
	(nombre)	(nombre)	**(nombre)**	$	$	$	$	**$**
Solde au 31 aout 2012	47 865 983	3 419 000	**51 284 983**	15 201 618	2 190 382	1 150 424	(12 908 943)	**5 633 481**
Options octroyées (note 15b)	-	1 483 667	**1 483 667**	-	-	-	-	**-**
Options échues (note 15b)	-	(715 000)	**(715 000)**	-	-	-	-	**-**
Options annulées (note 15b)	-	(46 000)	**(46 000)**	-	-	-	-	**-**
Rémunération à base d'actions (note 15b)	-	-	**-**	-	-	125 522	-	**125 522**
Perte nette	-	-	**-**	-	-	-	(2 365 825)	**(2 365 825)**
Solde au 31 aout 2013	47 865 983	4 141 667	**52 007 650**	15 201 618	2 190 382	1 275 946	(15 274 768)	**3 393 178**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Opsens inc.

États consolidés des variations des capitaux propres
Exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012

	Actions ordinaires	Bons de souscription	Options d'achat d'actions	**Total**	Actions ordinaires	Réserve pour les bons de souscription	Réserve pour les options d'achat d'actions	Déficit	**Total**
	(nombre)	(nombre)	(nombre)	**(nombre)**	$	$	$	$	**$**
Solde au 31 aout 2011	47 865 983	2 443 049	4 177 000	**54 486 032**	15 201 618	2 190 382	1 013 335	(10 979 265)	**7 426 070**
Options octroyées (note 15b)	-	-	1 684 000	**1 684 000**	-	-	-	-	**-**
Options échues (note 15b)	-	-	(1 350 000)	**(1 350 000)**	-	-	-	-	-
Options annulées (note 15b)	-	-	(1 092 000)	**(1 092 000)**	-	-	-	-	**-**
Bons de souscriptions échus (note 15c)	-	(2 443 049)	-	**(2 443 049)**	-	-	-	-	**-**
Rémunération à base d'actions (note 15b)	-	-	-	**-**	-	-	137 089	-	**137 089**
Perte nette	-	-	-	**-**	-	-	-	(1 929 678)	**(1 929 678)**
Solde au 31 aout 2012	47 865 983	-	3 419 000	**51 284 983**	15 201 618	2 190 382	1 150 424	(12 908 943)	**5 633 481**

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Opsens inc.

États consolidés de la situation financière
Aux 31 aout 2013 et 2012

	2013	2012
	$	$
Actif		
À court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 17)	**3 662 259**	2 576 586
Clients et autres débiteurs (note 5)	**959 857**	901 311
Crédits d'impôt à recevoir (note 22)	**565 086**	299 395
Travaux en cours	**55 491**	-
Stocks (note 6)	**3 028 306**	1 979 073
Frais payés d'avance	**187 672**	138 773
	8 458 671	5 895 138
Immobilisations corporelles (note 7)	**998 461**	813 142
Immobilisations incorporelles (note 8)	**394 421**	350 185
Écart d'acquisition (note 9)	**676 574**	676 574
	10 528 127	7 735 039
Passif		
À court terme		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	**2 042 063**	1 343 905
Provision pour garanties (note 19)	**144 783**	84 273
Produits reportés	**51 188**	-
Tranche à court terme de la dette à long terme (note 13)	**177 285**	166 404
	2 415 319	1 594 582
Produits reportés (note 12)	**2 002 000**	-
Dette à long terme (note 13)	**587 819**	506 976
Débenture convertible (note 14)	**2 129 811**	-
	7 134 949	2 101 558
Capitaux propres		
Capital-actions (note 15a)	**15 201 618**	15 201 618
Réserve pour les options d'achat d'actions	**1 275 946**	1 150 424
Réserve pour les bons de souscription	**2 190 382**	2 190 382
Déficit	**(15 274 768)**	(12 908 943)
	3 393 178	5 633 481
	10 528 127	7 735 039

Engagements (note 18)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Au nom du conseil

Signé [Jean Lavigueur] administrateur

Signé [Louis Laflamme] administrateur

Opsens inc.

États consolidés des flux de trésorerie
Exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012

	2013	2012
	$	$
Activités d'exploitation		
Perte nette	**(2 365 825)**	(1 929 678)
Ajustements pour :		
Amortissement des immobilisations corporelles	**287 469**	230 124
Amortissement des immobilisations incorporelles	**31 003**	34 558
Rémunération à base d'actions	**125 522**	137 089
Variation de la juste valeur du dérivé incorporé	**(17 005)**	-
Charges d'intérêts (produits)	**90 324**	(62 456)
Incidence des fluctuations du cours de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	**91 116**	(19 921)
Gain (perte) de change non réalisé	**104 105**	(4 019)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation (note 17)	**1 333 996**	(180 640)
	(319 295)	(1 794 943)
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(472 788)**	(301 618)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	**(75 239)**	(136 701)
Produit de cession d'actifs	**-**	498 740
	(548 027)	60 421
Activités de financement		
Produit de l'émission de la débenture convertible	**2 002 000**	-
Augmentation de la dette à long terme	**265 222**	695 601
Versements sur la dette à long terme	**(191 025)**	(143 963)
Intérêts payés	**(32 086)**	(7 771)
	2 044 111	543 867
Incidence des fluctuations du cours de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	**(91 116)**	19 921
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**1 085 673**	(1 170 734)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début	**2 576 586**	3 747 320
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	**3 662 259**	2 576 586

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Des renseignements complémentaires aux états consolidés des flux de trésorerie sont présentés à la note 17.

Opsens inc.

Notes afférentes aux états financiers consolidés
31 aout 2013 et 2012

1. Constitution et nature des activités

Opsens inc. (la « Société ») est constituée en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). La Société se concentre principalement sur deux marchés en croissance, la réserve fractionnelle de flux ou Fractional Flow Reserve (FFR) et le pétrole et gaz. La Société est également impliquée dans les laboratoires. La Société est un chef de file dans la fabrication, la distribution et l'installation d'un large éventail de solutions basées sur ses technologies optiques brevetées pour la mesure de la pression, la température et d'autres paramètres. Le siège social de la Société est situé au 2014, rue Cyrille-Duquet, bureau 125, Québec (Québec) Canada, G1N 4N6.

2. Résumé des principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont les suivantes :

Base d'évaluation

Les états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du cout historique, à l'exception du dérivé incorporé qui est mesuré à la juste valeur.

Base de préparation

La Société prépare ses états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) énoncées dans le *Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés* (ICCA). La Société a appliqué uniformément les méthodes comptables pour tous les exercices présentés.

La préparation des états financiers consolidés conformément aux normes IFRS nécessite l'utilisation de certaines estimations comptables critiques. Elle exige également de la direction qu'elle exerce son jugement dans l'application des méthodes comptables de la Société. Les secteurs impliquant un degré plus élevé de jugement ou de complexité ou ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations sont importantes pour les états financiers consolidés sont présentés à la note 3.

Principes de consolidation

Les états financiers consolidés de la Société comprennent les comptes de la Société ainsi que ceux de sa filiale en propriété exclusive, Opsens Solutions inc. Toutes les transactions intra-groupes, soldes, produits et charges sont totalement éliminés lors de la consolidation jusqu'à ce qu'ils soient réalisés avec un tiers.

Filiales

Les filiales sont toutes les entités contrôlées par la Société. Le contrôle est atteint lorsque la Société a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités, et elle continue à être consolidée jusqu'à la date à laquelle ce contrôle cesse.

Les changements dans la participation de la Société dans les filiales qui ne résultent pas d'une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions de capitaux propres.

Constatation des produits

Pour le segment Opsens inc., les produits sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir lors de l'expédition du produit et lorsque les risques et avantages inhérents à la propriété sont transférés au client, quand il n'y a plus de gestion au degré habituellement associé à la propriété, ni de contrôle effectif des biens cédés, lorsque le montant des produits peut être mesuré de façon fiable et lorsque le recouvrement de la contrepartie est probable et lorsque les couts associés au retour possible des marchandises peuvent être mesurés.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Constatation des produits (suite)

Pour le segment Opsens Solutions Inc., les produits relatifs à la vente de produits et de services d'installation de capteurs sont constatés lorsqu'il existe des preuves convaincantes de l'existence d'un accord, lorsque l'installation sur le site a eu lieu, lorsque le prix de vente est déterminé ou déterminable et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré. Pour des produits de contrats gagnés sur une longue période, les produits sont comptabilisés selon la méthode du pourcentage d'achèvement des travaux. Par conséquent, ces produits sont constatés proportionnellement au degré d'achèvement des travaux. La Société utilise la méthode des efforts déployés pour calculer le degré d'avancement des travaux en fonction du nombre d'heures engagées par rapport au nombre total d'heures estimé à la date du bilan. Les travaux en cours sont évalués en tenant compte du nombre d'heures travaillées mais non encore facturées et des paiements reçus. Pour les contrats dont la facturation dépasse les couts du contrat encourus augmenté des profits et diminués des pertes, l'excédent est indiqué dans l'état consolidé de la situation financière comme produits reportés. Les pertes sont comptabilisées dès qu'elles deviennent apparentes.

Monnaie de présentation et conversion des devises étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en dollars canadiens, la monnaie fonctionnelle de la Société et principale monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère.

Les transactions en devises étrangères sont converties en dollars canadiens comme suit : les actifs et les passifs monétaires sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière, les actifs et les passifs non monétaires sont convertis aux taux historiques, les produits et les charges sont convertis au taux de change en vigueur au moment de la transaction et les gains ou pertes de change résultant de cette conversion sont comptabilisés à l'état consolidé du résultat net.

Frais de recherche et développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés. Les frais de développement sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés, sauf ceux qui répondent aux critères de report généralement reconnus. Dans ce cas, les frais sont capitalisés et amortis sur la durée estimative au cours de laquelle la Société pense en retirer des avantages. Aux 31 aout 2013 et 2012, aucun frais de développement n'a été capitalisé.

Crédits d'impôt remboursables sur la recherche scientifique et le développement expérimental et subventions

Les crédits d'impôt remboursables pour la recherche scientifique et le développement expérimental (« crédits d'impôt R&D ») et les subventions sont comptabilisés selon la méthode de réduction du cout. Selon cette méthode, les crédits d'impôt R&D remboursables et les subventions sont inscrits en réduction des frais afférents ou des dépenses en immobilisations dans la période au cours de laquelle les dépenses ou les dépenses en immobilisations sont engagées, à condition que la Société ait l'assurance raisonnable de récupérer ces crédits d'impôt R&D ou subventions.

Rémunération et autres paiements à base d'actions

La Société offre un régime d'options d'achat d'actions décrit à la note 15 qui est considéré comme un régime de rémunération fondé sur des actions. Elle émet également de temps à autre des bons de souscription à certains investisseurs.

La Société utilise la méthode de la juste valeur pour mesurer la juste valeur des options d'achat d'actions octroyées ou des bons de souscription émis à la date d'attribution des options ou des bons de souscription. La juste valeur est établie à l'aide du modèle d'évaluation des options Black et Scholes et les charges de rémunération fondées sur des actions sont constatées aux résultats selon les périodes d'acquisition des options et sont portées au crédit de la réserve pour options d'achat d'actions.

Toute contrepartie reçue par la Société lors de l'exercice des options d'achat d'actions est portée au crédit du capital-actions et la composante de la réserve pour options d'achat d'actions découlant de la rémunération fondée sur des actions est versée au capital-actions lors de l'émission des actions.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent l'encaisse et les placements à court terme rachetables en tout temps ou dont l'échéance est de trois mois ou moins à compter de la date d'acquisition.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du cout et de la valeur nette de réalisation. Le cout est essentiellement déterminé en utilisant le cout moyen pondéré. Le cout des travaux en cours et des produits finis comprend le cout des matières premières, les couts de main-d'œuvre directs et une allocation des frais généraux de fabrication fixes et variables, y compris l'amortissement applicable des immobilisations corporelles, basée sur la capacité normale de production.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimatif déduction faite des couts de complétion et des frais de vente afférents. Les stocks sont dépréciés à la valeur nette de réalisation lorsque qu'il est déterminé que le cout des stocks n'est pas recouvrable. Lorsque les circonstances ayant préalablement mené à la dépréciation des stocks n'existent plus ou lorsqu'il y a des indications claires d'une augmentation de la valeur nette de réalisation en raison de changements aux données économiques, le montant de la dépréciation est renversé. La reprise de dépréciation est limitée au montant de la dépréciation initiale.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au cout déduction faite de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant. Le cout des immobilisations corporelles comprend le prix d'achat et les couts directement attribuables à l'acquisition.

L'amortissement est comptabilisé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'utilité estimée, en tenant compte de la valeur résiduelle, comme suit :

Mobilier et équipement de bureau	10 ans
Équipement de production	7 ans
Matériel roulant	7 ans
Équipement de recherche et de développement	7 ans
Équipement informatique de recherche et de développement	3 ans
Équipement informatique	3 ans
Améliorations locatives	Durée du bail restante entre dix-sept et vingt mois

Les méthodes d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité des immobilisations corporelles sont revues annuellement. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont constituées de brevets et de logiciels. Elles sont comptabilisées au cout et l'amortissement est comptabilisé selon la méthode linéaire basée sur les durées d'utilité estimées, en tenant compte des valeurs résiduelles, comme suit :

Brevets	Durée du brevet sous-jacent, soit de 5 à 20 ans
Logiciels	3 ans

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée de la Société se composent de marques de commerce résultant d'un regroupement d'entreprises et ne sont pas amorties.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition représente l'excédent du cout d'une acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant à la Société des actifs nets identifiables de la filiale acquise à la date d'acquisition. L'écart d'acquisition est comptabilisé au cout diminué du cumul des pertes de valeur. L'écart d'acquisition est affecté à chaque unité génératrice de trésorerie (UGT) ou groupe d'UGT qui devrait bénéficier du regroupement d'entreprises. L'UGT est le plus petit groupe d'actifs identifiables qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie des autres actifs ou groupe d'actifs. Les gains ou les pertes sur la vente d'une entité comprennent la valeur résiduelle de l'écart d'acquisition relatif à l'entité vendue.

Dépréciation d'actifs non financiers

Écart d'acquisition et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée

La valeur comptable des immobilisations incorporelles identifiables ayant une durée d'utilité indéterminée et de l'écart d'acquisition sont soumis à un test de dépréciation annuel. L'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée sont attribués aux UGT dans le cadre de tests de dépréciation au niveau le plus bas où la direction examine les résultats, qui n'est pas plus grand qu'un secteur d'exploitation. La répartition s'effectue à chacune des UGT susceptibles de bénéficier du regroupement d'entreprises d'où provient l'écart d'acquisition. La Société a choisi d'effectuer son test au cours du quatrième trimestre de chaque exercice ou à tout autre moment s'il existe un indicateur de dépréciation.

Actifs non financiers à durée d'utilité déterminée

Les valeurs comptables des actifs non financiers à durée d'utilité déterminée, tels que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée, sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Si un tel indicateur existe, la valeur recouvrable de l'actif doit être déterminée. Ces actifs sont dépréciés si leur montant recouvrable est inférieur à leur valeur comptable. S'il n'est pas possible d'estimer la valeur recouvrable de l'actif individuellement, la valeur recouvrable de l'UGT à laquelle l'actif appartient fait l'objet d'un test de dépréciation.

Comptabilisation de charges pour perte de valeur

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des couts de sa vente et sa valeur d'utilité. Si la valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est estimée en deça de sa valeur comptable, la valeur comptable de l'actif ou d'une UGT est ramenée à sa valeur recouvrable. La perte de valeur qui en résulte est comptabilisée dans les états consolidés du résultat net. Les pertes de valeur constatées au cours des périodes antérieures sont évaluées à chaque date de clôture à la recherche d'indicateurs démontrant que la perte de valeur a diminué ou n'existe plus. Lorsqu'une perte de valeur est renversée ultérieurement, la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT est augmentée pour tenir compte de son montant révisé, dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT ne dépasse pas celle qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été constatée. Une perte de valeur comptabilisée pour un écart d'acquisition ne peut pas faire l'objet d'une reprise.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés en tant que contrats de location-exploitation ou de location-financement, selon la nature de la transaction au début du bail. La Société loue certains locaux et équipements de bureau dans lesquels une partie significative des risques et avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur. Les contrats de location sont classés comme des contrats de location-exploitation. Les paiements effectués au titre de ces contrats de location (déduction faite des incitatifs reçus du bailleur) sont imputés aux états consolidés du résultat net linéairement sur la durée du bail.

Les contrats de location qui transfèrent à la Société la quasi-totalité des risques et avantages de la propriété de l'actif sont capitalisés au début du contrat à la juste valeur de l'actif loué, ou à la valeur actualisée des paiements minimaux. Les frais financiers sont imputés aux états consolidés du résultat net sur la durée de l'accord. Les obligations découlant de contrats de location-financement sont incluses dans les passifs financiers, nets des charges financières allouées à des périodes futures. Les actifs loués capitalisés sont amortis sur la plus courte de la durée de vie estimée de l'actif ou de la durée du bail.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Provision pour garantie

La Société offre une garantie de base de 12 mois pour les produits installés en surface.

Pour les produits installés dans des puits pétroliers souterrains, la Société garantit qu'ils doivent être exempts de défauts. Étant donné que les conditions des puits ne sont pas parfaitement connues, la Société ne garantit pas la performance de ces produits une fois installés. Le cout estimatif de la provision est basé sur l'historique des produits et des accessoires défectueux, la probabilité que ces défauts se reproduiront et des couts pour les réparer.

Impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se composent des impôts exigibles de l'impôt différé et sont comptabilisés dans les résultats sauf dans la mesure où ils se rapportent à des éléments qui sont constatés directement dans les capitaux propres. Ils sont alors déduits de ces éléments.

Impôt exigible sur le bénéfice

Les actifs et passifs d'impôt exigible pour les périodes courantes et passées sont évalués au montant devant être payé ou reçu des autorités fiscales. Les taux d'imposition utilisés pour calculer ces montants sont ceux qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de l'état consolidé de la situation financière dans la juridiction fiscale où la Société génère des revenus imposables ou des pertes fiscales.

Impôt différé

La Société comptabilise les impôts différés sur les bénéfices en utilisant la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôt différé sont calculés en tenant compte des écarts temporaires déductibles ou imposables entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs ainsi que des pertes et déductions fiscales reportées non utilisées, en utilisant les taux d'imposition qui sont en vigueur ou pratiquement en vigueur lors des exercices au cours desquels les actifs se réaliseront ou les passifs se régleront.

Les actifs d'impôt différé ne sont reconnus que dans la mesure où il est probable que des bénéfices imposables seront disponibles, bénéfices auxquels il sera possible d'imputer les différences temporelles. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est révisée à la fin de chaque période de présentation de l'information financière et réduite dans la mesure où il n'est plus probable que suffisamment de bénéfices imposables soient disponibles pour permettre de recouvrir tout ou une partie de l'actif.

Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables et les différences temporelles imposables liées à des participations dans des filiales, sauf quand le renversement des différences temporelles peut être contrôlé et qu'il est probable que les différences ne se renverseront pas dans un avenir prévisible. Toutefois, l'impôt différé n'est pas comptabilisé s'il naît de la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction autre qu'un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, n'a pas d'incidence sur le résultat ou la perte fiscale ou comptable.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs d'impôts courants contre les passifs d'impôts courants et lorsque les actifs et passifs d'impôt différé concernent des impôts sur le revenu prélevés par la même autorité fiscale, soit sur la même entité imposable ou sur différentes entités imposable où il y a une intention de régler les soldes sur une base nette.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont présentés comme non courants dans les états consolidés de la situation financière.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Perte nette par action

La perte nette par action de base est calculée en divisant la perte nette de l'exercice attribuable aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

La perte nette par action diluée est calculée en divisant la perte nette de l'exercice attribuable aux propriétaires d'actions de la Société ajustée des intérêts de la débenture convertible, nets des impôts afférents et de la variation de la juste valeur du dérivé incorporé net des impôts afférents, par la moyenne pondérée d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année, plus les effets des titres dilutifs équivalant aux actions ordinaires. Cette méthode nécessite que la perte nette diluée par action soit calculée selon la méthode du rachat d'actions, en présumant que tous les équivalents d'actions ordinaires ont été exercés au début de la période de déclaration ou de la période d'émission, selon le cas, et que les fonds ainsi obtenus ont été utilisés pour acheter des actions ordinaires de la Société à la juste valeur des actions ordinaires au cours de la période.

Instruments financiers

a) Classification

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier. Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits de recevoir des flux de trésorerie provenant des actifs ont expiré ou ont été transférés et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de ces actifs.

Les actifs et passifs financiers sont compensés et le montant net est porté à l'état consolidé de la situation financière lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'il existe une intention de régler sur une base nette, ou de régler l'actif et de régler le passif simultanément.

Lors de la comptabilisation initiale, la Société classe ses instruments financiers dans les catégories suivantes, en fonction de leur objectif visé :

- Prêts et créances : Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés, assortis de paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Les prêts et créances de la Société se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des clients et autres débiteurs et sont inclus dans l'actif courant en raison de leur nature à court terme. Les prêts et créances sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des couts de transaction. Par la suite, les prêts et créances sont évalués au cout amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ce qui correspond généralement à la valeur nominale en raison de leur échéance à court terme, moins une provision pour dépréciation.

- Passifs financiers au cout amorti : Les passifs financiers au cout amorti comprennent les créditeurs et charges à payer, la dette à long terme et la composante dette de la débenture convertible. Ils sont initialement comptabilisés à la juste valeur majorée des couts de transaction. Par la suite, ils sont évalués au cout amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

  Les passifs financiers sont classés en tant que passifs courants si le paiement est dû dans les douze mois. Sinon, ils sont présentés comme passifs non courants.

- Instruments financiers dérivés : Les instruments financiers dérivés sont composés du dérivé incorporé représentant l'option de conversion de la débenture convertible. Le dérivé incorporé a été classé comme détenu à des fins de transaction et est inclus dans l'état consolidé de la situation financière au sein de la débenture convertible. Il est classé comme non courant sur la base des conditions contractuelles spécifiques à l'instrument. Les gains et pertes sur réévaluation du dérivé incorporé sont comptabilisés dans les états consolidés du résultat net.

2. Résumé des principales méthodes comptables (suite)

Instruments financiers (suite)

b) *Dépréciation des actifs financiers*

Un actif financier a subi une dépréciation s'il y a un indicateur objectif qu'un événement générateur de pertes est survenu ultérieurement à la comptabilisation initiale de l'actif, qu'il a eu un effet négatif sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif et que cet effet négatif peut être estimé de manière fiable.

Un indicateur objectif que des actifs financiers ont subi une dépréciation peut prendre la forme d'un cas de défaut de paiement par un débiteur ou des indications que le débiteur ou l'émetteur déclarera faillite.

c) Instrument financier composé

L'instrument financier composé émis par la Société comprend la débenture convertible qui peut être convertie en actions ordinaires de la Société au gré du porteur. Puisque la débenture est convertible en actions et contient une option de règlement en espèces, tel que décrit à la note 14, elle est comptabilisée comme un instrument financier composé comprenant deux composantes, soit une composante dette et une composante dérivé incorporé, cette dernière composante représentant l'option de conversion également présentée dans le passif. Autant la composante dette que la composante dérivé incorporé sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale.

La composante dette est par la suite comptabilisée au cout amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le dérivé incorporé est ensuite évalué à la juste valeur à chaque date de clôture, les gains et les pertes découlant de cette réévaluation étant comptabilisés dans les états consolidés du résultat net.

3. Estimations comptables, hypothèses et jugements critiques

La préparation des états financiers consolidés de la Société exige que la direction fasse des estimations et des hypothèses et porte des jugements qui ont une influence sur les montants comptabilisés à titre de produits, de charges, d'actifs et passifs et sur la présentation des passifs éventuels. L'incertitude quant à ces hypothèses et estimations pourrait entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable de l'actif ou du passif concerné. Les estimations, hypothèses et jugements critiques qui risquent d'entraîner un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont abordés ci-dessous :

Stocks

La Société évalue ses stocks au moindre du cout, établi selon la méthode du cout moyen pondéré, et de la valeur nette de réalisation et inscrit des provisions pour les stocks excédentaires et désuets. La Société établit ses provisions pour stocks excédentaires et désuets sur la base des quantités en stock à la date de clôture par rapport aux besoins prévisibles au cours des douze prochains mois, en tenant compte de l'évolution de la demande, de la technologie ou du marché.

Durée d'utilité des actifs amortissables

La direction examine la durée d'utilité des actifs amortissables à chaque date de clôture. Au 31 aout 2013, la direction a statué que les durées d'utilité représentent l'utilité attendue des actifs pour la Société. Les valeurs comptables sont présentées dans les notes 7 et 8. Les résultats réels peuvent toutefois varier en raison de l'obsolescence technique ou de l'évolution du marché, en particulier pour le matériel informatique et les logiciels.

Dépréciation des écarts d'acquisition

La Société effectue un test annuel de dépréciation des écarts d'acquisition, ou quand il y a une indication que l'écart d'acquisition a subi une dépréciation, conformément à la méthode comptable mentionnée dans le résumé des principales conventions comptables de ces états financiers consolidés. Les montants recouvrables des UGT ont été déterminés sur la base de la juste valeur, diminuée des couts de la vente, en utilisant la méthode des flux actualisés de trésorerie futurs et la méthode fondée sur le marché. Ces calculs nécessitent l'utilisation d'estimations, d'hypothèses et de jugements, comme la détermination des unités génératrices de trésorerie. L'information sur l'écart d'acquisition est présentée à la note 9.

3. Estimations comptables, hypothèses et jugements critiques (suite)

Subventions et crédits d'impôt R&D

Les subventions et crédits d'impôt R&D sont constatés dans les états financiers consolidés lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la Société s'est conformée, et continuera de se conformer, à toutes les conditions nécessaires pour obtenir les subventions et les crédits d'impôt R&D.

Provision pour garanties

La Société a estimé ses provisions pour garantie sur la base de l'historique des produits défectueux et la probabilité que ces défectuosités surviennent, ainsi que des couts connexes.

Constatation des produits

La livraison se produit généralement lorsque le produit est remis à un transporteur pour l'expédition. Au moment de la transaction, la Société évalue si le prix associé à la transaction est déterminé ou déterminable et que le recouvrement est raisonnablement assuré. La Société évalue la collection en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment l'historique des transactions passées et la solvabilité du client.

Rémunération à base d'actions

La Société exerce un jugement dans l'évaluation de la durée de vie prévue, de la volatilité, des taux d'intérêt sans risque ainsi que de nombre estimé d'options qui vont être exercées.

Pour tous ces éléments, les conventions comptables pertinentes sont présentées dans les autres sections de la note 2.

Les estimations et hypothèses sous-jacentes sont revues sur une base continue. Les révisions des estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle les estimations sont revues si la révision affecte uniquement cette période ou dans les périodes de révision et futures périodes de révision si celle-ci affecte à la fois les périodes actuelles et futures.

4. Modifications comptables futures

Instruments financiers

a. IFRS 9, « Instruments financiers »

IFRS 9, « Instruments financiers », a été publiée en novembre 2009 et porte sur le classement et l'évaluation des actifs financiers. Cette norme remplace les modèles de catégories multiples d'évaluation de l'IAS 39, « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » pour les instruments de dettes par un nouveau modèle d'évaluation mixte ayant seulement deux catégories : le cout amorti et la juste valeur par le biais des résultats. IFRS 9 remplace aussi les modèles d'évaluation des instruments de capitaux propres. Ces instruments sont soit comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, soit reconnus à la juste valeur par le biais du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat global, les dividendes sont comptabilisés aux résultats dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un retour sur l'investissement. Toutefois, les autres gains et pertes (y compris les pertes de valeur) liés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment. Les dispositions applicables aux passifs financiers ajoutées à l'IFRS 9 en octobre 2010, reportent essentiellement en avant les exigences actuelles de l'IAS 39, sauf que les variations de juste valeur attribuables au risque de crédit pour les passifs désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. En juillet 2013, l'International Accounting Standards Board (IASB) a confirmé que la date d'adoption initiale du 1er janvier 2015 sera reportée. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés. La Société n'a pas l'intention d'opter pour l'adoption anticipée.

4. Modifications comptables futures (suite)

Instruments financiers (suite)

b. IAS 32, « Instruments financiers : présentation »

En décembre 2011, l'IASB a publié des modifications à IAS 32, « Instruments financiers : présentation », en précisant les conditions requises pour la compensation des actifs et passifs financiers. Les modifications entreront en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2014, ou après. L'IASB a également publié des modifications à IFRS 7, « Instruments financiers : informations à fournir », pour améliorer la communication sur la compensation des actifs et passifs financiers. Les modifications à l'IFRS 7 entreront en vigueur pour les périodes annuelles et intermédiaires débutant le 1er janvier 2013 ou après et celles applicables à l'IAS 32 entreront en vigueur pour les périodes annuelles et intermédiaires débutant le 1er janvier 2014 ou après. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de ces modifications sur ses états financiers. La Société n'a pas l'intention d'opter pour l'adoption anticipée.

Consolidation

En mai 2011, l'IASB a publié les normes suivantes : IFRS 10, « États financiers consolidés », IFRS 11, « Accords conjoints » et IFRS 12, « Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités ». Chacune des nouvelles normes s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013, et leur adoption anticipée est permise. La Société a déterminé que les normes nouvelles et modifiées n'auront pas d'incidence significative sur les états financiers consolidés et a décidé de ne pas adopter par anticipation ces nouvelles exigences.

a. IFRS 10, « États financiers consolidés »

L'IFRS 10, « États financiers consolidés », exige qu'une entité consolide une entreprise détenue lorsqu'elle est exposée, ou a des droits, à des rendements variables de sa participation dans l'entreprise détenue et a la capacité d'influencer les rendements grâce à son pouvoir sur l'entité. En vertu des IFRS existantes, la consolidation est requise quand une entreprise a le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace le Standing Interpretations Committee (SIC) 12, « Consolidation - Entités ad hoc » et certaines parties d'IAS 27, « États financiers consolidés et individuels ».

b. IFRS 11, « Partenariats »

IFRS 11, « Partenariats », exige d'un investisseur de classer sa participation dans un partenariat comme une coentreprise ou une entreprise commune. Les coentreprises seront comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence alors que pour une entreprise commune, le coparticipant comptabilisera sa quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. Selon les normes IFRS en vigueur, les entités ont le choix entre la consolidation proportionnelle et la méthode de la mise en équivalence pour la comptabilisation des participations dans des coentreprises. IFRS 11 remplace la norme IAS 31, « Participations dans des coentreprises » et SIC 13, « Entités contrôlées conjointement - Apports non monétaires par des coentrepreneurs ».

c. IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités »

IFRS 12, « Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités », établit les exigences de divulgation des participations dans d'autres entités, telles que les partenariats, la participation dans des entreprises associées, les entités structurées et les entités structurées non consolidées. Cette norme reprend certaines obligations de divulgation existantes et introduit également d'importantes exigences de divulgation supplémentaires concernant la nature et les risques associés aux participations d'une entité dans d'autres entités.

4. Modifications comptables futures (suite)

Évaluation de la juste valeur

IFRS 13, « Évaluation de la juste valeur », est une norme détaillée portant sur l'évaluation de la juste valeur et les informations à fournir à cet effet et elle est applicable à l'ensemble des normes IFRS. La nouvelle norme précise que la juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif, ou payé pour le transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction ordonnée entre participants du marché à la date d'évaluation. Elle établit également les informations à fournir sur l'évaluation de la juste valeur. En vertu des normes IFRS existantes, des directives portant sur la mesure et la présentation de la juste valeur sont dispersées parmi les normes spécifiques qui exigent des évaluations de juste valeur et, dans plusieurs cas, ne reflètent pas une base d'évaluation claire.

Cette nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013 ou après. La Société évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette nouvelle norme sur ses états financiers consolidés. La Société n'a pas l'intention d'opter pour l'adoption anticipée.

5. Clients et autres débiteurs

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	$	$
Clients	**836 570**	724 383
Provision pour créances douteuses	**(21 000)**	(21 861)
Taxes à recevoir	**40 041**	38 075
Subvention à recevoir	**104 246**	160 714
Total	**959 857**	901 311

Provision pour créances douteuses

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Solde au début de l'exercice	**(21 861)**	(3 082)
Montants inutilisés renversés dans l'exercice	**861**	-
Provision supplémentaire comptabilisée	-	(18 779)
Solde à la fin de l'exercice	**(21 000)**	(21 861)

6. Stocks

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	$	$
Matières premières	**1 234 566**	795 918
Produits finis	**1 793 740**	1 183 155
Total	**3 028 306**	1 979 073

7. Immobilisations corporelles

	Mobilier et équipement de bureau	Mobilier et équipement de bureau loué	Équipement de production	Matériel roulant loué	Équipement de recherche et de développement, net des crédits d'impôt de 55 303 $	Équipement informatique de recherche et de développement, net des crédits d'impôt de 3 078 $	Équipement informatique	Améliorations locatives	**Total**
	$	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Cout									
Solde au 31 aout 2012	**103 407**	**8 326**	**607 245**	**59 028**	**889 852**	**30 979**	**185 653**	**111 091**	**1 995 581**
Acquisitions	**4 031**	-	**329 036**	-	**84 027**	**6 585**	**31 548**	**17 561**	**472 788**
Solde au 31 aout 2013	**107 438**	**8 326**	**936 281**	**59 028**	**973 879**	**37 564**	**217 201**	**128 652**	**2 468 369**
Amortissement cumulé									
Solde au 31 aout 2012	**57 118**	**7 071**	**165 456**	**42 542**	**647 308**	**29 585**	**173 076**	**60 283**	**1 182 439**
Amortissement	**8 078**	**833**	**114 787**	**8 433**	**94 940**	**2 470**	**14 994**	**42 934**	**287 469**
Solde au 31 aout 2013	**65 196**	**7 904**	**280 243**	**50 975**	**742 248**	**32 055**	**188 070**	**103 217**	**1 469 908**
Valeur comptable nette au 31 aout 2013	**42 242**	**422**	**656 038**	**8 053**	**231 631**	**5 509**	**29 131**	**25 435**	**998 461**

7. Immobilisations corporelles (suite)

	Mobilier et équipement de bureau	Mobilier et équipement de bureau loué	Équipement de production	Matériel roulant loué	Équipement de recherche et de développement, net des crédits d'impôt de 23 834 $	Équipement informatique de recherche et de développement, net des crédits d'impôt de 3 078 $	Équipement informatique	Améliorations locatives	Total
	$	$	$	$	$	$	$	$	$
Cout									
Solde au 31 aout 2011	89 320	8 326	405 209	59 028	828 610	30 599	180 691	92 180	1 693 963
Acquisitions	14 087	-	202 036	-	61 242	380	4 962	18 911	301 618
Solde au 31 aout 2012	103 407	8 326	607 245	59 028	889 852	30 979	185 653	111 091	1 995 581
Amortissement cumulé									
Solde au 31 aout 2011	49 769	6 757	89 135	35 476	560 253	27 776	149 230	33 919	952 315
Amortissement	7 349	314	76 321	7 066	87 055	1 809	23 846	26 364	230 124
Solde au 31 aout 2012	57 118	7 071	165 456	42 542	647 308	29 585	173 076	60 283	1 182 439
Valeur comptable nette au 31 aout 2012	46 289	1 255	441 789	16 486	242 544	1 394	12 577	50 808	813 142

8. Immobilisations incorporelles

	Durée de vie indéterminée – Marque de commerce	Durée de vie déterminée – Brevets	Durée de vie déterminée – Logiciels, nets d'impôt de 1 518 $	Développé à l'interne Durée de vie déterminée – Brevets	Total
	$	$	$	$	$
Cout					
Solde au 31 aout 2012	**200**	**30 000**	**61 056**	**423 070**	**514 326**
Acquisitions	**-**	**-**	**6 589**	**68 650**	**75 239**
Solde au 31 aout 2013	**200**	**30 000**	**67 645**	**491 720**	**589 565**
Amortissement cumulé					
Solde au 31 aout 2012	**-**	**-**	**49 439**	**114 702**	**164 141**
Amortissement	**-**	**-**	**5 784**	**25 219**	**31 003**
Solde au 31 aout 2013	**-**	**-**	**55 223**	**139 921**	**195 144**
Valeur comptable nette au 31 aout 2013	**200**	**30 000**	**12 422**	**351 799**	**394 421**

	Durée de vie indéterminée – Marque de commerce	Durée de vie déterminée – Brevets	Durée de vie déterminée – Logiciels, nets des crédits d'impôt de 1 518 $	Développé à l'interne Durée de vie déterminée – Brevets	Total
	$	$	$	$	$
Cout					
Solde au 31 aout 2011	200	-	49 795	327 630	377 625
Acquisitions	-	30 000	11 261	95 440	136 701
Solde au 31 aout 2012	200	30 000	61 056	423 070	514 326
Amortissement cumulé					
Solde au 31 aout 2011	-	-	46 152	83 431	129 583
Amortissement	-	-	3 287	31 271	34 558
Solde au 31 aout 2012	-	-	49 439	114 702	164 141
Valeur comptable nette au 31 aout 2012	200	30 000	11 617	308 368	350 185

9. Écart d'acquisition

La Société effectue son test annuel de dépréciation au cours du quatrième trimestre, conformément à sa politique décrite à la note 2. Aux fins du test de dépréciation, l'écart d'acquisition a été entièrement affecté à l'UGT Opsens Solutions inc. La valeur recouvrable de l'UGT d'Opsens Solutions inc. a été déterminée sur la base du calcul de la juste valeur diminuée des couts de vente. Cette approche est fondée sur la valeur des flux de trésorerie futurs que l'entreprise générera dans l'avenir. La méthode des flux de trésorerie actualisés est utilisée, méthode qui consiste à projeter les flux de trésorerie et les convertir en une valeur actuelle en les actualisant. L'actualisation effectuée utilise un taux de rendement qui est en rapport avec le risque associé à l'entreprise et avec la valeur temporelle de l'argent. Cette approche nécessite des hypothèses sur les taux de croissance des produits, les marges d'exploitation, le taux d'imposition et les taux d'actualisation.

Les taux de croissance des produits et des marges d'exploitation sont basés sur le budget approuvé de la Société. La Société fait des projections pour une période de cinq ans sur son chiffre d'affaires, sur ses marges d'exploitation et ses flux de trésorerie, et applique un taux de croissance perpétuel à long terme par la suite. Pour arriver à ses prévisions, la Société considère l'expérience passée, les tendances économiques telles que l'inflation ainsi que les tendances de l'industrie et du marché. Les projections tiennent également compte de l'incidence attendue de nouvelles initiatives de services et de lancement de nouveaux produits. La Société utilise un taux d'actualisation pour calculer la valeur actualisée des flux de trésorerie projetés, représentant un taux d'actualisation avant impôt en fonction du cout moyen pondéré du capital (CMPC) pour la Société, ajusté des impôts sur le bénéfice, et ce taux est une estimation du taux total requis pour le rendement global d'un investissement de dette et d'équité. Déterminer le CMPC nécessite une analyse distincte du cout des capitaux propres et de la dette et prend en considération une prime de risque fondée sur une évaluation des risques liés aux flux de trésorerie prévus de la Société.

La Société fait des projections des flux de trésorerie, déduction faite des impôts sur le bénéfice, selon les taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur durant la période de prévision. Les hypothèses fiscales sont sensibles aux changements dans les lois fiscales ainsi que dans les territoires où les bénéfices sont réalisés. Il est possible que les taux d'imposition réels différent de ceux qui sont prévus.

La détermination de la valeur d'utilité est fondée sur les hypothèses clés suivantes :

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	%	%
Taux de croissance	**4**	4
Taux de croissance à long terme	**4**	4
Taux d'actualisation moyen	**17,9**	17,9

Sur la base des calculs de flux de trésorerie actualisés, la valeur recouvrable de l'UGT d'Opsens Solutions inc. excède sa valeur comptable. La valeur recouvrable de l'UGT d'Opsens Solutions inc. s'élevait à 4 445 000 $ aux 31 aout 2013 et 2012.

10. Marge de crédit autorisée

La Société dispose d'une marge de crédit autorisée d'un montant maximal de 200 000 $, dont 50 000 $ sont disponibles en tout temps et sans égard à la margination usuelle. Pour une utilisation de la marge de crédit d'un montant variant entre 50 000 $ et 100 000 $, le crédit disponible est limité à un montant correspondant à 75 % des débiteurs canadiens et à 65 % des débiteurs étrangers plus 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. Si l'utilisation de la marge de crédit excède 100 000 $, le crédit disponible est limité à un montant correspondant à 75 % des débiteurs canadiens et à 90 % des débiteurs étrangers assurés plus 50 % des stocks de matières premières et de produits finis. Cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 2 % et est remboursable hebdomadairement par tranches de 5 000 $. Elle est garantie par une hypothèque mobilière de premier rang pour un montant de 750 000 $ sur l'universalité des créances et des stocks. Cette facilité de crédit était non utilisée aux 31 aout 2013 et 2012.

La Société dispose également de cartes de crédit d'un montant maximal de 85 000 $ pour financer son exploitation courante. Le solde utilisé sur ces cartes de crédit porte intérêt au taux préférentiel de l'institution financière majoré de 7 %.

11. Créditeurs et charges à payer

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	$	$
Fournisseurs	**982 136**	541 637
Salaires, avantages sociaux et autres	**375 681**	314 924
Autres passifs	**684 246**	487 344
Total	**2 042 063**	1 343 905

12. Produits reportés

Le 19 novembre 2012, la Société a annoncé l'octroi des droits de distribution et autres droits pour l'OptoWire et l'OptoMonitor, les produits d'Opsens pour la mesure de la réserve fractionnelle de flux ou Fractional Flow Reserve (FFR). Selon les termes de l'entente, la Société a reçu :

- 3 millions de dollars US pour les droits de distribution des produits FFR d'Opsens pour le Japon, la Corée et Taiwan, somme qui comprend :

  a. 2 millions de dollars US à la signature (« frais de licence initiaux »);

  b. 1 million de dollars US à l'obtention de l'approbation réglementaire pour les appareils FFR au Japon (« paiement d'étape »);

- 2 millions de dollars US sous la forme d'une débenture convertible, à la signature, comme décrit à la note 14 de ces états financiers consolidés.

12. Produits reportés (suite)

La Société devra rembourser les frais de licence initiaux lors de la survenance d'un des événements suivants :

a. La Société ne parvient pas à obtenir l'approbation réglementaire pour l'OptoWire et l'OptoMonitor dans les cinq ans suivant la date de l'accord pour toutes les régions géographiques suivantes : Canada, Union européenne et les États-Unis;

b. La Société abandonne le développement de l'OptoWire et OptoMonitor avant d'obtenir le paiement d'étape;

c. La Société enfreint des termes de l'accord ou est soumise à la faillite.

Comme la Société ne dispose pas des autorisations réglementaires, elle a enregistré les frais de licence initiaux de 2 002 000 $ (2 000 000 $ US) en produits reportés.

La Société croit que les trois conditions d'un remboursement des frais de licence initiaux indiquées ci-dessus ne se produiront pas au cours des douze prochains mois. Par conséquent, les produits reportés ont été enregistrés dans la section des passifs à long terme de l'état consolidé de la situation financière.

13. Dette à long terme

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	$	$
Prêt Desjardins, portant intérêt au taux préférentiel majoré de 2,4 %, remboursable en versements mensuels de 10 905 $ et par un paiement final de 9 286 $, venant à échéance en février 2016	**325 524**	456 382
Contributions remboursables au ministère des Finances et de l'Économie (MFE), sans intérêt, remboursables en cinq versements annuels égaux et consécutifs de 49 875 $, venant à échéance en septembre 2018		
Solde de la dette	**249 377**	249 377
Intérêts théoriques	**(74 863)**	(108 409)
	174 514	140 968
Prêts à terme, portant intérêt à des taux variant de 5,69 % à 6,79 %, remboursables en versements mensuels de 3 161 $, incluant les intérêts, échéant en novembre et décembre 2017	**140 718**	-
Solde reporté	**640 756**	597 350

13. Dette à long terme (suite)

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	$	$
Solde reporté	**640 756**	597 350
Contributions remboursables à Développement économique Canada, sans intérêt, remboursables en vingt versements trimestriels égaux et consécutifs de 7 408 $, venant à échéance en aout 2020		
Solde de la dette	**148 158**	-
Intérêts théoriques	**(64 293)**	-
	83 865	-
Contrat de location-acquisition, portant intérêt au taux de 7,25 %, remboursable en versements mensuels de 1 029 $, incluant les intérêts, venant à échéance en septembre 2016	**34 011**	43 522
Contrat de location-acquisition, portant intérêt au taux de 9,7 %, remboursable en versements mensuels de 837 $, incluant les intérêts, et un paiement final de 837 $, venant à échéance en avril 2014	**6 472**	15 420
Contributions remboursables à Développement économique Canada, sans intérêt, remboursable en cinq versements annuels égaux et consécutifs de 39 567 $ et 20 000 $, échues en juin 2013		
Balance de dette	**-**	19,996
Intérêts théoriques	**-**	(3 772)
	-	16 224
Contrat de location-acquisition, portant intérêt au taux de 13,5 %, remboursable en versements mensuels de 140 $, incluant les intérêts, et un paiement final de 740 $, échu en octobre 2012	**-**	864
	765 104	673 380
Tranche à court terme	**177 285**	166 404
	587 819	506 976

13. Dette à long terme (suite)

Les versements en capital requis au cours des cinq prochains exercices sont les suivants :

	Obligations – Contrats de location-acquisition			Autres dettes	Dette et portion capital des contrats de location
	Versements totaux	Intérêts théoriques	Versements en capital		
	$	$	$	$	$
2014	19 053	2 364	16 689	160 596	177 285
2015	12 350	1 362	10 988	162 555	173 543
2016	12 350	540	11 810	139 588	151 398
2017	992	6	986	74 553	75 539
2018	-	-	-	58 689	58,689

Selon les conditions de la convention rattachée à la dette à long terme de son institution financière, la Société est soumise à certaines clauses restrictives en ce qui concerne le maintien de ratios financiers minimums. Aux 31 aout 2013 et 2012, ces ratios financiers étaient respectés par la Société.

14. Débenture convertible

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	$	$
Composante dette comptabilisée à titre de passif non courant (1 990 316 $US)	**2 095 799**	-
Dérivé incorporé comptabilisé à titre de passif non courant (32 300 $US)	**34 012**	-
Total	**2 129 811**	-

Le 19 novembre 2012, la Société a émis pour 2 000 000 $ US (2 002 000 $) sous la forme d'une débenture subordonnée convertible garantie échéant le 19 novembre 2017. La débenture convertible porte intérêt au taux annuel de 2,0 % payable à l'échéance. La débenture convertible peut être convertie au gré du détenteur en actions ordinaires de la Société en tout temps jusqu'à la date d'échéance à un prix de conversion correspondant au prix du marché des actions. Cependant, le prix de conversion ne pourra être inférieur à 0,50 $ par action ni supérieur à 0,75 $ par action (le « prix de conversion »).

La débenture convertible est également convertible au gré de la Société au prix de conversion si le cours de clôture moyen pondéré par action ordinaire pendant la période de vingt jours de bourse consécutifs se terminant le cinquième jour de bourse qui précède la date de conversion soit au minimum 1,20 $ par action et si un minimum de 50 000 actions ordinaires se sont échangées sur la Bourse de croissance TSX pour chacun des vingt jours de bourse pris en considération dans le calcul du prix de conversion.

14. Débenture convertible (suite)

Afin de garantir le remboursement de la débenture convertible, une hypothèque mobilière sur certains équipements de la Société a été donnée en garantie. Cette hypothèque arrivera au second rang derrière certains emprunts à long terme de la Société.

Comme mentionné ci-dessus, la débenture convertible est assortie d'une option de conversion qui résulte en une obligation de livrer un montant fixe de ses instruments de capitaux propres en échange d'un montant variable de débenture convertible lorsque convertie dans la monnaie fonctionnelle de la Société. Par conséquent, conformément à IAS 32, « Instruments financiers : Présentation », elle doit être comptabilisée comme un instrument financier composé comprenant deux composantes, soit une composante dette et une composante dérivé incorporé, cette dernière composante représentant l'option de conversion. La composante dette et la composante dérivé incorporé sont toutes deux évaluées à la juste valeur au moment de la comptabilisation initiale. Par la suite, la composante dette est comptabilisée au cout amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et le dérivé incorporé est évalué à la juste valeur à chaque date de clôture, les gains et les pertes découlant de cette réévaluation étant comptabilisés en résultat net.

Les frais financiers (produits) associés à la débenture se composent de :

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Charge d'intérêts sur la valeur nominale	**33 069**	-
Intérêts théoriques représentant l'augmentation de valeur	**7 639**	-
Variation de la juste valeur du dérivé incorporé	**(17 005)**	-
Total	**23 703**	-

Au 31 aout 2013, la juste valeur de la débenture convertible s'établissait approximativement à 1 338 000 $.

15. Capital-actions, options d'achat d'actions et bons de souscription

a) Capital-actions

Autorisé, nombre illimité

Actions ordinaires, avec droit de vote et participantes, sans valeur nominale

Émis et entièrement payé

	Nombre	Montant
		$
Solde aux 31 aout 2013 et 2012	47 865 983	15 201 618

15. Capital-actions, options d'achat d'actions et bons de souscription

b) Options d'achat d'actions

Les actionnaires ont approuvé le régime d'options d'achat d'actions le 21 janvier 2013 parce que, en vertu des politiques de la Bourse de croissance TSX, le régime d'options d'achat d'actions doit être approuvé annuellement. Le nombre d'actions ordinaires réservées par le conseil d'administration aux fins de l'attribution d'options en vertu du régime correspond à 10 % des actions ordinaires émises et en circulation de la Société. Ce régime est offert aux administrateurs, aux consultants, aux dirigeants et aux employés de la Société.

Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et le prix d'exercice des options seront déterminés par les administrateurs, sous réserve des restrictions relativement au prix d'exercice et aux autres exigences de la Bourse de croissance TSX. La période d'exercice ne peut excéder cinq ans et elle prend effet à compter de la date d'attribution. Les options octroyées sont généralement acquises sur une période de quatre ans, à l'exception de 580 000 options dont la période d'acquisition est nulle. Le prix d'exercice des options correspond au cours de clôture des actions de la Société à la Bourse de croissance TSX le jour de bourse précédant immédiatement la date d'octroi.

La charge de rémunération au titre du régime d'options d'achat d'actions pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 est de 125 522 $ (137 089 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2012).

La juste valeur des options attribuées en 2013 a été estimée selon le modèle d'établissement du prix des options de Black et Scholes à partir des hypothèses suivantes :

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
Taux d'intérêt sans risque	Entre 1,20 % et 1,72 %	Entre 0,93 % et 1,25 %
Volatilité prévue	Entre 89 % et 134 %	Entre 62 % et 88 %
Taux de rendement prévu des actions	Nil	Nil
Durée de vie prévue	5 ans	5 ans
Prix moyen pondéré de l'action	0,24 $	0,22 $
Juste valeur moyenne pondérée par option à la date d'attribution	0,15 $	0,12 $

De plus, les modèles d'évaluation des options exigent qu'on tienne compte d'hypothèses très subjectives, dont la volatilité prévue du cours boursier. Tout changement dans les hypothèses subjectives peut affecter l'estimation de la juste valeur.

La volatilité attendue est basée sur la volatilité historique du cours de l'action sous-jacente pour une période équivalente à la durée de vie restante prévue des options.

15. Capital-actions, options d'achat d'actions et bons de souscription (suite)

b) Options d'achat d'actions (suite)

Le tableau suivant résume les changements survenus à l'égard des options d'achat d'actions entre le 31 aout 2011 et le 31 aout 2013 :

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
		$
En circulation au 31 aout 2011	4 177 000	0,51
Options octroyées	1 684 000	0,22
Options échues	(1 350 000)	0,47
Options annulées	(1 092 000)	0,47
En circulation au 31 aout 2012	3 419 000	0,39
Options octroyées	1 483 667	0,24
Options échues	(715 000)	0,77
Options annulées	(46 000)	0,22
En circulation au 31 aout 2013	4 141 667	0,27
Options sur actions pouvant être exercées au 31 aout 2013	1 500 313	0,33

Le tableau suivant fournit des informations sur les options d'achat d'actions en circulation au 31 aout 2013 :

Prix d'exercice	Nombre d'options d'achat d'actions en circulation	Nombre d'options d'achat d'actions pouvant être exercées	Moyenne pondérée de la période résiduelle (années)
$			
0,20	813 000	265 750	3,85
0,21	250 000	-	4,36
0,23	870 000	292 500	3,21
0,24	80 000	80 000	4,24
0,25	1 103 667	-	4,39
0,35	278 000	169 000	2,84
0,36	115 750	86 813	1,71
0,37	181 250	181 250	0,62
0,38	250 000	225 000	2,08
0,40	90 000	90 000	0,27
0,60	50 000	50 000	0,82
0,64	50 000	50 000	0,79
1,15	10 000	10 000	1,21
	4 141 667	1 500 313	3,37

15. Capital-actions, options d'achat d'actions et bons de souscription (suite)

c) Bons de souscription

Les bons de souscription en circulation et les variations survenues entre le 31 aout 2011 et le 31 aout 2013 s'établissent comme suit :

	Nombre de bons de souscription	Prix moyen d'exercice pondéré
		$
En circulation au 31 aout 2011	2 443 049	1,11
Bons de souscription expirés	(2 443 049)	1,11
En circulation au 31 aout 2012	-	-
Bons de souscription pouvant être exercés au 31 aout 2012	-	-

i) Échéance des bons de souscriptions

Pendant l'exercice terminé le 31 aout 2012, 2 443 049 bons de souscription permettant à leur détenteur d'acquérir une action ordinaire de la Société à un prix de 1,11 $ par action ont expiré.

16. Perte par action

Le tableau suivant illustre le rapprochement du résultat net par action de base et du résultat net par action dilué :

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Perte nette attribuable aux actionnaires		
De base et diluée	**(2 365 825)**	(1 929 678)
Nombre d'actions		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base et dilué	**47 865 983**	47 865 983
Montant par action		
Perte nette par action		
De base	**(0,05)**	(0,04)
Dilué	**(0,05)**	(0,04)

16. Perte par action (suite)

Les options d'achat d'actions et les bons de souscription sont exclus du calcul du nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation lorsque leur prix d'exercice est supérieur au cours moyen du marché des actions ordinaires. Le nombre d'options d'achat d'actions et de bons de souscription est présenté ci-dessous :

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
Options d'achat d'actions	**1 025 000**	1 745 000
Bons de souscriptions	**-**	2 443 049

Pour les exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012, le montant dilué par action a été le même que le montant de base par action étant donné que l'effet dilutif des options d'achat d'actions et de la débenture convertible n'a pas été inclus dans le calcul, sans quoi l'effet aurait été antidilutif. En conséquence, le montant dilué par action pour ces exercices a été calculé en utilisant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation de base.

17. Renseignements complémentaires aux états des flux de trésorerie

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement d'exploitation		
Clients et autres débiteurs	**(58 546)**	(316 137)
Crédits d'impôt à recevoir	**(265 691)**	(30 248)
Travaux en cours	**(55 491)**	-
Stocks	**(1 049 233)**	(208 464)
Frais payés d'avance	**(48 899)**	(8 129)
Créditeurs et charges à payer	**698 158**	372 797
Provision pour garantie	**60 510**	9 541
Produits reportés	**2 053 188**	-
	1 333 996	(180 640)

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	$	$
Trésorerie et équivalents de trésorerie		
Encaisse	**687 881**	1 292 845
Placements à court terme	**2 974 378**	1 283 741
	3 662 259	2 576 586

18. Engagements

Bail

La Société loue à Québec des bureaux en vertu de contrats de location-exploitation qui viennent à échéance le 31 janvier 2015. Ces contrats sont renouvelables pour une période additionnelle de quatre ans. Les loyers futurs, sans tenir compte de la clause escalatoire, s'élèveront à 310 254 $.

La Société loue en Alberta des bureaux en vertu d'un contrat de location-exploitation qui vient à échéance le 30 avril 2015. Ce contrat est renouvelable pour une période additionnelle de cinq ans. Les loyers futurs, sans tenir compte de la clause escalatoire, s'élèveront à 220 280 $.

Opsens Solutions inc. loue cinq camions en vertu de contrats de location-exploitation venant à échéance en septembre 2013, en octobre 2013, en mai 2014 et en juillet 2015. Les loyers futurs s'élèveront à 30 664 $.

Les versements requis pour les loyers et d'autres engagements au cours des prochains exercices, d'un montant total de 561 198 $, sont les suivants :

	$
2014	363 530
2015	197 668

En 2013, la charge de location pour les bureaux est de 367 188 $ (295 221 $ en 2012).

Licence

En vertu d'une entente de licence exclusive avec un tiers, la Société s'est engagée à fournir l'exclusivité de la commercialisation de certains de ses produits pour un territoire déterminé.

19. Garanties contractuelles

Dans le cours normal de ses affaires, la Société remplace des pièces défectueuses sous les garanties offertes lors de la vente de produits. En général, il s'agit de garanties d'une durée de 12 mois. Durant l'exercice terminé le 31 aout 2013, la Société a comptabilisé une charge de 158 470 $ (99 741 $ pour l'exercice terminé le 31 aout 2012) concernant les garanties. Une provision pour garantie de 144 783 $ a été comptabilisée au 31 aout 2013 (84 273 $ au 31 aout 2012). Le tableau suivant résume les changements apportés à la provision pour garantie :

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Solde au début de l'exercice	**84 273**	74 732
Provision additionnelle constatée	**158 470**	99 741
Montant utilisé dans l'exercice	**(97 960)**	(90 200)
Solde à la fin de l'exercice	**144 783**	84 273

La provision est estimée en fonction de l'historique de la Société. Les couts réels que la Société pourrait engager, ainsi que le moment où les pièces doivent être remplacées, peuvent différer de l'estimation.

20. Aide gouvernementale

En vertu d'une entente conclue avec Développement économique Canada (DEC), la Société peut recevoir une contribution remboursable d'un montant maximal de 300 000 $, sans intérêt, pour couvrir les dépenses liées au développement de son produit OptoWire pour le marché FFR. Cette contribution sera versée en fonction du pourcentage d'achèvement du projet au taux de 40 % des dépenses admissibles depuis le 1er février 2013. Au cours de l'exercice terminé le 31 aout 2013, la Société a comptabilisé, pour cette contribution remboursable, un montant de 57 554 $ en diminution des frais de recherche et développement. Au 31 aout 2013, un montant de 150 000 $ était à recevoir en vertu de l'accord.

En vertu d'un accord conclu avec le Conseil national de recherches du Canada à l'égard du Programme d'aide à la recherche industrielle (« Pari »), la Société peut recevoir une contribution non remboursable d'un montant maximal de 262 500 $ pour couvrir une partie des couts engagés pour développer un nouveau produit. Au cours de l'exercice terminé le 31 aout 2013, la Société a comptabilisé des contributions totalisant 183 486 $ en diminution des frais de recherche et développement.

En vertu d'un accord conclu avec le ministere des Finances et de l'Économie (MFE), la Société a obtenu une contribution non remboursable de 100 000 $ pour couvrir une partie de ses frais engagés pour le développement du marché de ses produits. Pour l'exercice terminé le 31 aout 2012, la Société a enregistré des contributions de 44 502 $ et 23 533 $ qui ont été comptabilisées respectivement contre les frais de commercialisation et d'administration.

En vertu d'un accord conclu avec le MFE, la Société a obtenu une contribution remboursable de 413 590 $, sans intérêt, pour couvrir une partie des couts engagés pour mener à bien le développement de l'OptoWire pour le FFR. Pour l'exercice terminé le 31 aout 2012, la Société a enregistré pour des contributions totalisant 78 717 $ qui ont été comptabilisées en diminution des frais de rechercher et développement. Au 31 aout 2013, 164 213 $ était à recevoir en vertu de l'accord.

21. Impôts sur le bénéfice

Le rapprochement du taux d'imposition combiné fédéral et provincial avec la charge d'impôts sur le bénéfice dans les états financiers consolidés se détaille comme suit :

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Impôt recouvrable selon les taux d'imposition fédéral et provincial combinés (26,9 %; 27,0 % en 2012)	**(637 820)**	(528 075)
Frais non déductibles	**444 611**	429 523
Frais financiers déductibles	**(28 995)**	(51 139)
Revenu imposable	**269 269**	-
Crédits d'impôt non imposables	**(86 953)**	(111 408)
Pertes reportées	**39 888**	261 099
Impôt selon le taux d'imposition effectif	**-**	-

21. Impôts sur le bénéfice (suite)

Au 31 aout 2013, la Société a des pertes fiscales d'environ 8 685 400 $ aux fins fédérales et de 8 373 900 $ aux fins provinciales pouvant servir à réduire le bénéfice imposable des exercices ultérieurs. Ces pertes expirent comme suit :

	Fédéral	Provincial
	$	$
2024	515 000	463 000
2025	42 000	40 000
2026	400	400
2027	1 552 000	1 509 000
2028	716 000	692 000
2029	1 404 000	1 214 000
2030	500 000	500 000
2031	2 123 000	2 122 500
2032	1 282 000	1 281 000
2033	551 000	552 000
	8 685 400	8 373 900

De plus, la Société dispose de dépenses de recherche et de développement non déduites au montant de 4 825 000 $ aux fins fédérales et de 7 266 000 $ aux fins provinciales reportables sur une période indéterminée.

Les actifs d'impôts différés liés aux pertes fiscales, aux frais de financement et aux frais de recherche et de développement non déduits ainsi qu'aux crédits d'impôt R&D non remboursables, totalisant un montant approximatif de 5 488 000 $, n'ont pas été comptabilisés en raison de l'incertitude entourant la capacité de la Société à générer des revenus imposables. De plus, le passif d'impôts différés lié aux crédits d'impôt fédéral à l'investissement, aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles de la Société, d'un montant approximatif de 391 408 $, a été comptabilisé et compensé par un montant équivalent d'actif d'impôts différés.

22. Crédits d'impôt pour la R&D

Aux fins fiscales, les frais de recherche et de développement se détaillent de la façon suivante :

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Fédéral	**1 122 674**	1 225 609
Provincial	**1 122 674**	1 230 765

22. Crédits d'impôt pour la R&D (suite)

Ces frais ont permis à la Société de réclamer des crédits d'impôt R&D remboursables pour les montants suivants :

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Fédéral	-	-
Provincial	**265 691**	327 882
	265 691	327 882

Ces crédits ont été comptabilisés avec les frais de recherche et de développement à l'état consolidé du résultat net et du résultat global.

Les crédits d'impôt R&D remboursables comptabilisés pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 n'ont pas encore fait l'objet d'une révision par les autorités fiscales et les montants octroyés pourraient différer des montants comptabilisés.

Au cours des années, la Société s'est qualifiée à des crédits d'impôt R&D du gouvernement fédéral, lesquels sont non remboursables et utilisables à l'encontre de l'impôt de la partie I. Les crédits accumulés au 31 aout 2013 sont de 1 607 749 $ et expirent sur une période de 10 à 20 ans à partir de 2014.

23. Informations sectorielles

Informations par secteur d'activité

Les secteurs isolables de la Société sont des unités d'exploitation stratégiques gérées distinctement puisque l'une est spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de capteurs à fibre optique (Opsens inc.) tandis que l'autre (Opsens Solutions inc.) se spécialise dans la commercialisation et l'installation de capteurs optiques et conventionnels dans le secteur du pétrole et du gaz.

23. Informations sectorielles (suite)

Informations par secteur d'activité (suite)

Les méthodes comptables sont les mêmes pour les deux secteurs. Les opérations entre les secteurs sont menées dans le cours normal des activités et sont mesurées à la valeur d'échange qui se rapproche des prix en vigueur sur les marchés.

	Exercices terminés les 31 aout					
	2013			2012		
	Opsens inc.	**Opsens Solutions inc.**	**Total**	Opsens inc.	Opsens Solutions inc.	Total
	$	**$**	**$**	$	$	$
Ventes à des tiers	**1 773 715**	**5 752 707**	**7 526 422**	2 179 251	6 282 679	8 461 930
Ventes intersectorielles	**1 369 950**	**-**	**1 369 950**	1 260 182	-	1 260 182
Amortissement des immobilisations corporelles	**168 953**	**118 516**	**287 469**	148 492	81 632	230 124
Amortissement des immobilisations incorporelles	**25 294**	**5 709**	**31 003**	30 425	4 133	34 558
Charges financières	**(193 991)**	**293 764**	**99 773**	(371 978)	275 611	(96 367)
Résultat net	**(2 440 218)**	**74 393**	**(2 365 825)**	(1 895 102)	(34 576)	(1 929 678)
Acquisition d'immobilisations corporelles	**159 202**	**313 586**	**472 788**	88 871	212 747	301 618
Acquisition d'immobilisations incorporelles	**74 639**	**600**	**75 239**	91 943	44 758	136 701
Actifs sectoriels	**6 150 782**	**4 377 345**	**10 528 127**	4 741 097	2 993 942	7 735 039
Passifs sectoriels	**6 042 685**	**1 092 264**	**7 134 949**	1 593 538	508 020	2 101,558

Informations par secteur géographique

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Produits par secteur géographique		
Canada	**5 825 550**	6 396 767
États-Unis	**571 160**	1 297 038
Autres*	**1 129 712**	768 125
	7 526 422	8 461 930

* Constitué des produits générés dans les pays pour lesquels les montants sont individuellement non significatifs.

23. Informations sectorielles (suite)

Informations par secteur géographique (suite)

Les produits sont attribués aux secteurs géographiques d'après le lieu de résidence des clients. Les actifs immobilisés, qui comprennent les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles, sont situés au Canada en totalité.

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2013, les ventes effectuées auprès de trois clients représentaient individuellement plus de 10 % des produits totaux de la Société, soit environ 49,4 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.), 12,2 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.) et 10,3 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.).

Pour l'exercice terminé le 31 aout 2012, les ventes effectuées auprès de deux clients représentaient individuellement plus de 10 % des produits totaux de la Société, soit environ 47,4 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.) et 18,2 % (unité d'exploitation Opsens Solutions inc.).

24. Opérations entre parties liées

Dans le cours normal de ses activités, la Société a conclu des opérations entre parties liées.

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Honoraires à une société contrôlée par un administrateur	**34 216**	34 937
	34 216	34 937

Ces frais sont engagés pour les activités FFR de la Société.

Les personnes occupant des postes de gestion clés ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, diriger et contrôler les activités de la Société. Les postes de gestion clés comprennent le chef de la direction, le chef de la direction financière, le président d'Opsens Solutions inc. et d'autres vice-présidents. La rémunération des principaux dirigeants au cours de l'exercice se présente comme suit :

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Salaires à court terme et autres bénéfices	**885 879**	857 181
Attribution d'options	**154 348**	86 683
	1 040 227	943 864

La rémunération des principaux dirigeants est déterminée par le comité des ressources humaines en tenant compte de la performance individuelle et des tendances du marché.

25. Renseignements complémentaires aux états du résultat net et du résultat global

	Exercices terminés les 31 aout	
Charges (produits) incluses dans les fonctions	**2013**	2012
	$	$
Salaires et autres avantages	**4 816 921**	4 198 650
Cout des ventes		
Administration		
Commercialisation		
Recherche et développement		
Amortissement des immobilisations corporelles	**287 469**	230 124
Cout des ventes		
Administration		
Commercialisation		
Recherche et développement		
Amortissement des immobilisations incorporelles	**31 003**	34 558
Cout des ventes		
Administration		
Commercialisation		
Recherche et développement		
Aide gouvernementale	**(241 040)**	(146 752)
Administration		
Commercialisation		
Recherche et développement		
Crédits d'impôt pour la recherche et le développement	**(265 691)**	(327 882)
Recherche et développement		

26. Instruments financiers

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des clients et autres débiteurs et des créditeurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance à court terme.

La juste valeur de la dette à long terme est déterminée au moyen de la valeur actualisée des flux monétaires futurs en vertu des accords de financement actuels, selon le taux d'intérêt que la Société estime pouvoir obtenir présentement pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable en raison des taux courants du marché.

La juste valeur de la débenture convertible est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs en vertu des accords de financement actuels au taux d'intérêt que la Société estime pouvoir obtenir pour des emprunts comportant des conditions et des échéances semblables. Au 31 aout 2013, la juste valeur de la débenture convertible est approximativement de 1 338 000 $.

Techniques d'évaluation et les hypothèses retenues aux fins de mesure de la juste valeur

La Société doit maximiser l'utilisation des données observables et minimiser l'utilisation de données non observables pour évaluer la juste valeur. La Société applique principalement l'approche de marché pour les évaluations récurrentes de juste valeur. Les trois niveaux de données d'entrées utilisés par la Société pour évaluer la juste valeur sont les suivants :

Niveau 1 – Prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché dans lequel les transactions pour un actif ou un passif surviennent avec une fréquence et un volume suffisants pour fournir de l'information sur les prix sur une base continue.

Niveau 2 – Prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires. Les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas actifs, ou autres données d'entrée qui sont observables ou qui peuvent être corroborées par des données de marché observables pour pratiquement toute la durée des actifs ou des passifs.

Niveau 3 – Données non observables fondées sur très peu de données de marché ou sur aucune donnée de marché et qui sont importantes pour la juste valeur des actifs ou passifs.

Le tableau suivant résume la hiérarchie de la juste valeur selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués.

	Au 31 aout 2013			
	Total	**Niveau 1**	**Niveau 2**	**Niveau 3**
	$	**$**	**$**	**$**
Actifs (passifs) financiers évalués à la juste valeur :				
Débenture convertible - dérivé incorporé	**(34 012)**	**-**	**(34 012)**	**-**

Au 31 aout 2012, il n'y avait pas d'actifs ou de passifs évalués à la juste valeur.

26. Instruments financiers (suite)

Techniques d'évaluation et les hypothèses retenues aux fins de mesure de la juste valeur (suite)

Comme il est expliqué à la note 14, la débenture convertible comporte un dérivé incorporé qui doit être évalué à la juste valeur à chaque date de clôture avec les gains et pertes de juste valeur comptabilisés à l'état consolidé du résultat net. Une des hypothèses les plus importantes ayant une incidence sur l'évaluation de ce dérivé incorporé de la Société est la volatilité implicite. Pour 2013, la Société a utilisé une volatilité implicite de 122 %. Une variation de 1 % du facteur de volatilité implicite aurait changé la juste valeur du dérivé incorporé de 321 $.

Gestion des risques

Les principaux risques découlant des instruments financiers de la Société sont le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt et le risque de change. Ces risques proviennent de l'exposition au cours normal des affaires et sont gérés d'un point de vue consolidé.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque d'une perte imprévue si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. La Société surveille régulièrement l'exposition au risque de crédit et prend des mesures pour diminuer la probabilité que cette exposition se traduise par des pertes. L'exposition de la Société au risque de crédit découle actuellement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des clients et autres débiteurs. Les politiques de gestion du risque de crédit de la Société comprennent l'autorisation d'effectuer des opérations d'investissement avec des institutions financières reconnues dont la cote de crédit est d'au moins A et plus, soit en obligations, fonds de marché monétaire ou certificats de placement garanti. Conséquemment, la Société gère son risque de crédit en se conformant aux politiques de placement établies.

Le risque de crédit lié aux clients et autres débiteurs est généralement considéré comme normal puisque la majorité de ses clients sont des sociétés pétrolières et gazières bien établies et bien financées. En général, la Société n'exige pas de garantie supplémentaire ou autre de ses clients. Cependant, le crédit est accordé suite à une évaluation de leur solvabilité. En outre, la Société révise continuellement le crédit de tous ses clients et établit une provision pour créances douteuses lorsque les comptes sont jugés irrécouvrables. Deux principaux clients représentent 64,4 % des comptes clients de la Société au 31 aout 2013 (71,4 % au 31 aout 2012).

Au 31 aout 2013, 12,8 % (25,1 % au 31 aout 2012) des comptes clients étaient de plus de 90 jours, tandis que 42,8 % (60,5 % au 31 aout 2012) étaient de moins de 30 jours. L'exposition maximale au risque de crédit pour les comptes clients correspondait à leur valeur comptable. Au 31 aout 2013, la provision pour créances douteuses a été établie à 21 000 $ (21 861 $ au 31 aout 2012).

La direction estime que la quasi-totalité des débiteurs sont entièrement recouvrables puisque la plupart des clients sont de grandes sociétés ayant une bonne cote de crédit et pas d'antécédents de défaut.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond approximativement au montant comptabilisé à l'état consolidé de la situation financière.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers qui sont réglés en trésorerie ou avec un autre actif financier. L'approche de la Société est de s'assurer qu'elle aura suffisamment de liquidités pour répondre aux besoins opérationnels, financiers et réglementaires, dans des circonstances normales ou difficiles. Les projections de flux de trésorerie sont préparées et révisées tous les trimestres par le Conseil d'administration afin d'assurer une continuité de financement suffisant. Les stratégies de financement utilisées pour gérer ce risque incluent le recours au marché des capitaux.

26. Instruments financiers (suite)

Risque de liquidité (suite)

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles des passifs financiers (capital et intérêts, selon les taux d'intérêt courants) aux 31 aout 2013 et 2012 :

31 aout 2013	**Valeur comptable**	**Flux de trésorerie**	**0 à 12 mois**	**12 à 24 mois**	**Après 24 mois**
	$	**$**	**$**	**$**	**$**
Comptes créditeurs et charges à payer	**2 042 063**	**2 042 063**	**2 042 063**	**-**	**-**
Dette à long terme	**765 104**	**943 130**	**201 884**	**181 137**	**560 109**
Débenture convertible	**2 129 811**	**2 316 600**	**-**	**-**	**2 316 600**
Total	**4 936 978**	**5 301 793**	**2 243 947**	**181 137**	**2 876 709**

31 aout 2012	Valeur comptable	Flux de trésorerie	0 à 12 mois	12 à 24 mois	Après 24 mois
	$	$	$	$	$
Comptes créditeurs et charges à payer	1 343 905	1 343 905	1 343 905	-	-
Dette à long terme	673 380	837 302	195 523	164 247	477 532
Total	2 017 285	2 181 207	1 539 428	164 247	477 532

Risque de taux d'intérêt

L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt se résume comme suit :

Trésorerie et équivalents de trésorerie	Taux d'intérêt fixes
Clients et autres débiteurs	Sans intérêt
Comptes créditeurs et charges à payer	Sans intérêt
Dette à long terme	Sans intérêts, taux d'intérêt fixes et variables
Débenture convertible	Taux d'intérêt fixe

26. Instruments financiers (suite)

Analyse de sensibilité au taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt survient lorsque les fluctuations des taux d'intérêt modifient les flux de trésorerie ou la juste valeur des placements et dérivés incorporés de la Société. La Société détient des placements portant intérêt à taux fixes. Au 31 aout 2013, la Société détenait plus de 81,2 % (49,8 % au 31 aout 2012) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dans des dépôts à terme rachetables en tout temps.

Pour l'exercice 2013, toutes choses étant égales par ailleurs, une augmentation hypothétique de 1 % des taux d'intérêt aurait eu une incidence défavorable de 3 697 $ sur la perte nette pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 (incidence défavorable de 3 386 $ sur la perte nette pour l'exercice terminé le 31 aout 2012). Une baisse hypothétique de 1 % des taux d'intérêt aurait une incidence favorable de 3 721 $ sur la perte nette au 31 aout 2013 (incidence favorable de 3 386 $ au 31 aout 2012).

Frais financiers (produits)

	Exercices terminés les 31 aout	
	2013	2012
	$	$
Intérêts et frais bancaires	**54 108**	34 500
Intérêts sur la dette à long terme	**39 307**	27 634
Intérêts sur la débenture convertible	**39 599**	-
Perte (gain) sur conversion de devises	**26 638**	(34 184)
Produits d'intérêts	**(59 735)**	(124 317)
	99 917	(96 367)

Risque de concentration

Le risque de concentration survient lorsque des investissements sont effectués auprès de plusieurs entités ayant des caractéristiques semblables ou lorsqu'un investissement important est effectué auprès d'une seule entité. Aux 31 aout 2013 et 2012, la Société détenait 100 % de son portefeuille d'équivalents de trésorerie dans des dépôts à terme rachetables en tout temps auprès de la même institution financière.

Risque de change

La Société réalise certaines ventes et achats en dollars américains. Par conséquent, elle est exposée aux fluctuations des devises étrangères. La Société ne gère pas activement ce risque.

Analyse de sensibilité des devises étrangères

Pour les exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012, si le dollar canadien s'était apprécié de 10 % par rapport au dollar américain, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été de 154 000 $ plus basse (la perte nette aurait été de 39 000 $ plus basse pour l'exercice terminé le 31 aout 2012). Inversement, si le dollar canadien s'était déprécié de 10 % par rapport au dollar américain, toutes les autres variables demeurant constantes, la perte nette aurait été de 154 000 $ plus élevée pour l'exercice terminé le 31 aout 2013 (la perte nette aurait été de 39 000 $ plus élevée pour l'exercice terminé le 31 aout 2012).

26. Instruments financiers (suite)

Analyse de sensibilité des devises étrangères (suite)

Aux 31 aout 2013 et 2012, le risque auquel la Société est exposée s'établit comme suit :

	Au 31 aout 2013	Au 31 aout 2012
	$	$
Trésorerie et équivalents de trésorerie (1 620 546 $ US)	**1 706 435**	498 551
Clients et autres débiteurs (186 033 $ US)	**195 892**	205 388
Comptes créditeurs et charges à payer (296 434 $ US)	**(356 149)**	(292 195)
Débenture convertible (1 990 316 $ US)	**(2 095 799)**	-
Dérivé incorporé (32 300 $ US)	**(34 012)**	-
Total	**(583 633)**	411 744

27. Gestion du capital

L'objectif de la Société dans la gestion du capital, principalement composé des capitaux propres, de la dette à long terme et de la débenture convertible, est d'assurer des liquidités suffisantes pour financer ses activités de R&D, ses frais généraux et administratifs, son fonds de roulement et les dépenses en immobilisations.

Dans le passé, la Société a eu accès à des liquidités de sources non dilutives, incluant la vente d'actifs non stratégiques, des subventions et crédits d'impôt à l'investissement, des produits d'intérêt et par des sources dilutives telles que des émissions d'actions publiques.

Au 31 aout 2013, le fonds de roulement de la Société s'élevait à 6 043 352 $, incluant la trésorerie et les équivalents de trésorerie de 3 662 259 $. Le déficit accumulé à la même date était de 15 274 768 $. Sur la base de l'évaluation faite par la Société et prenant en compte le niveau de trésorerie actuel, le plan stratégique et les budgets et prévisions correspondantes, la Société croit qu'elle dispose de suffisamment de liquidités et de ressources financières pour financer les dépenses prévues et autres besoins en fonds de roulement pour au moins, mais sans s'y limiter, pour la période de 12 mois suivant la date de clôture du 31 aout 2013.

La Société estime que ses liquidités actuelles sont suffisantes pour financer ses activités à court terme.

La Société gère la structure de son capital et y apporte des ajustements en fonction des changements dans les conditions économiques et des caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Les objectifs de gestion du capital et les politiques et les procédures n'ont pas changé depuis le dernier exercice.

Pour les exercices terminés les 31 aout 2013 et 2012, la Société n'a pas été en défaut de ses obligations en ce qui concerne la dette à long terme.

28. Approbation des états financiers consolidés

Les états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration et autorisés pour publication le 25 novembre 2013.

opSens

GOUVERNANCE

ADMINISTRATEURS

Pierre Carrier
Président du conseil

Louis Laflamme
Président et chef de la direction

Claude Belleville
Vice-président, instrumentation médicale

Gaétan Duplain
Vice-président, pétrole et gaz

Steven G. Arless
Administrateur

Jean Lavigueur
Administrateur

Denis M. Sirois
Administrateur

OFFICIERS

Louis Laflamme, CPA, CA
Président et chef de la direction

Claude Belleville
Vice-président, instrumentation médicale

Gaétan Duplain
Vice-président, pétrole et gaz

Thierry Dumas, CPA, CA
Chef de la direction financière et secrétaire corporatif

Thomas J. Keegan
Président d'Opsens Solutions inc.

INFORMATIONS CORPORATIVES

SIÈGE SOCIAL

2014, rue Cyrille-Duquet, suite 125
Québec, QC G1N 4N6

Téléphone : 418-682-9996
Télécopieur : 418-682-9939

OPSENS SOLUTIONS

7019 – 68th avenue NW
Edmonton, AB T6B 3E3

Téléphone : 780-930-1777
Télécopieur : 780-930-2077

Site web : www.opsens.com

RELATIONS AUX INVESTISSEURS

Pour obtenir de l'information additionnelle ou pour recevoir les rapports trimestriels et les communiqués de presse, contactez Marie-Claude Poitras au siège social ou à marie-claude.poitras@opsens.com.

VÉRIFICATEURS

Deloitte, s.e.n.c.r.l.
Québec, QC

INSCRIPTION

Bourse de Croissance TSX

Symbole : OPS

Actions en circulation : 47 865 983 (au 31 août 2013)

Société de fiducie CST
320 Bay Street
B1 Level
Toronto, ON M5H 4A6

1-800-387-0825

ASSEMBLÉE ANNUELLE DES ACTIONNAIRES

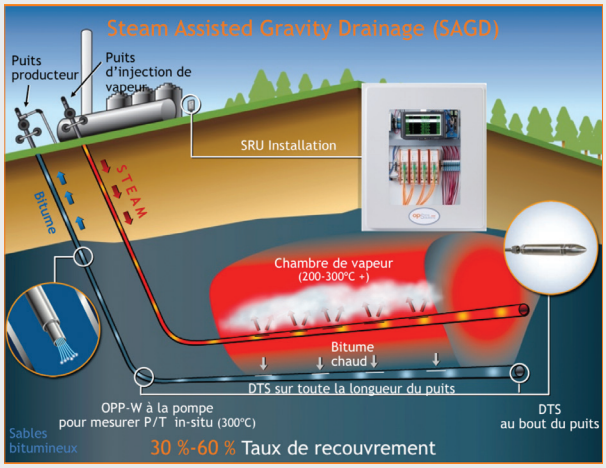
Lundi le 20 janvier 2014 - 10:30 a.m.
Hôtel Alt, Québec, Salle Mezzanine

PÉTROLE ET GAZ

Opsens offre des services intégrés dans la gestion de réservoirs et d'environnements in-situ pour le pétrole et gaz. Sa priorité à court terme est orientée vers le marché des sables bitumeux de l'Ouest canadien, où une forte demande, particulièrement de la mesure de pression et de température est identifiée. Il y a plusieurs sites de sables bitumeux in-situ actifs en Alberta où la plupart des compagnies pétrolières majeures font de l'exploitation par SAGD.

Le Steam Assisted Gravity Drainage (SAGD) est le procédé le plus reconnu pour l'exploitation des réserves in-situ. Le taux de recouvrement des réserves de ce procédé varie entre 30 % et 60 %. Pour optimiser le taux de recouvrement, les producteurs ont besoin de données sur la température et la pression sous la surface terrestre en provenance des puits injecteurs et producteurs.

Le capteur OPP-W d'Opsens a démontré sa capacité à combler ce besoin par la mesure en continu de la pression et de la température.



INSTRUMENTATION MÉDICALE

Sur la base de son capteur à fibre optique breveté, Opsens a développé l'OptoWire, un fil guide pour mesurer la FFR, une procédure de plus en plus utilisée pour guider le traitement des blocages coronariens en cardiologie interventionnelle. Deux grandes études sur la pratique de la FFR ont conclu que le traitement guidé par cette procédure réduit la mortalité des patients de 30 % et réduit les couts.

Le marché a progressé à un taux annuel composé de 43 % au cours des quatre dernières années et on s'attend à le voir dépasser le milliard $US par an dans le futur.

Deux joueurs se partagent le marché aujourd'hui avec des fils guides instrumentés de capteurs conventionnels. Opsens entend devenir un joueur clé dans ce marché, le premier avec un fil guide instrumenté d'un capteur à fibre optique. Opsens a intégré son capteur de pression à fibre optique miniature breveté dans son OptoWire pour un fil guide unique et efficace, conçu pour faciliter la navigation à travers le corps humain pour atteindre facilement les lésions. De plus, notre capteur optique insensible aux fluides (sang) permettra aux médecins de se connecter à de multiples reprises tout en maintenant la fiabilité de la mesure.

L'OPTOWIRE D'OPSENS A COMPLÉTÉ LA MAJEURE PARTIE DE LA PHASE VALIDATION.

Opsens a signé un premier accord de distribution pour le Japon, la Corée et Taiwan.

Opsens planifie procéder à la première étude chez l'homme au début 2014.

En 2014, Opsens prévoit le dépôt pour les autorisations réglementaires aux États-Unis, au Japon et en Europe.

L'achèvement du processus d'autorisation est l'ultime étape avant le lancement sur le marché.

NOS PRODUITS AU TRAVAIL

INSTRUMENTATION MÉDICALE – OPTOWIRE

Développement de notre premier produit d'instrumentation médicale complet pour la mesure de la FFR.

Photo : étude sur un animal réalisée par le Dr Olivier Bertrand et les membres de l'équipe d'Opsens aux installations AccelLab GLP à Montréal (Canada).

PÉTROLE ET GAZ

Permet aux producteurs de l'Ouest canadien d'optimiser la production dans les sables bitumineux.

LABORATOIRES ET R&D SCIENTIFIQUE

Assurer la mesure dans des applications de haute technologie.

opSens

2014, rue Cyrille-Duquet, bureau 125, Québec, QC G1N 4N6
T• 418.682.9996 F• 418.682.9939

7019 – 68th avenue NW, Edmonton, AB T6B 3E3
T• 780.930.1777 F• 780.930.2077

www.opsens.com